

**76<sup>ème</sup>**

**CONGRÈS  
DE L'UNEF**

**11 - 12 - 13 Novembre 1993**

**L'UNEF  
À L'OFFENSIVE  
POUR FAIRE RESPECTER  
NOS DROITS  
ET EN CONQUÉRIR  
DE NOUVEAUX**

**DOCUMENTS DU 76ème CONGRES**

- |                                                                |                      |
|----------------------------------------------------------------|----------------------|
| - <i>Rapport du Bureau National<br/>Présenté par Bob INJEY</i> | <i>Pages 4 à 17</i>  |
| - <i>Résolution du Congrès</i>                                 | <i>Pages 18 à 34</i> |
| - <i>Rapport Trésorerie</i>                                    | <i>Pages 35 à 39</i> |
| - <i>Rapport de la Commission<br/>des mandats</i>              | <i>Pages 40 à 42</i> |
| - <i>Rapport de la Commission<br/>des candidatures</i>         | <i>Pages 43 à 45</i> |
| - <i>Résultat des élections<br/>du Bureau National</i>         | <i>Page 46</i>       |
| - <i>Résultats des votes</i>                                   | <i>Page 47</i>       |

## INTRODUCTION

L'intensité de l'actualité universitaire de ces derniers mois (mouvement sur le budget à la rentrée, 16 janvier, élections aux CROUS, CIP...) a retardé la parution des différents documents du congrès. Aujourd'hui c'est chose faite, et ces documents sont d'un apport considérable pour mieux appréhender la cohérence des coups qui nous sont portés, et mesurer l'atout que constitue la pratique syndicale que l'on se propose d'avoir.

C'est après une longue préparation marquée par les conférences régionales (avril-mai 93), les congrès d'association et les congrès d'AGE qui se sont tenus dans toute la France, que s'est tenu le 76ème Congrès de l'UNEF les 11, 12 et 13 novembre 93 à Bobigny - Saint Denis.

Le projet de résolution proposé lors du Congrès, a repris les idées fortes du texte préparatoire et s'est enrichi des vœux, propositions et amendements développés lors des congrès locaux.

La discussion au congrès, riche de cette préparation, a permis d'aborder et de trancher de grandes questions sur nos revendications à propos desquelles les opinions étaient partagées, mais aussi sur notre pratique syndicale et sur le syndicat dont nous avons besoin.

Depuis le congrès de Lyon toute une série de questions nouvelles sont venues en débat à l'université et par là-même dans l'UNEF. D'autres, latentes les années précédentes, sont devenues d'une actualité cruciale (contenu des stages et lien de ceux-ci avec le contenu des cours par exemple).

Le salaire étudiant était une de ces questions : est-il normal de ne tenir aucun compte de la réalité de la situation sociale des étudiants et de donner à tous un salaire ? Le congrès a répondu non... tout en remarquant qu'il faut bien partir de la réalité et prendre en compte les étudiants indépendants, qui ne sont plus aidés par leurs parents. Au concept de salaire étudiant versé à tous sans considération des ressources, nous avons donc préféré celui de justice sociale avec un système de bourses adapté, qui verrait l'augmentation du taux et du nombre des bourses : une aide sociale inégalitaire pour compenser les inégalités sociales.

Une autre question : la professionnalisation que le congrès a décidé de condamner dans sa forme actuelle, tout en refusant d'en condamner systématiquement l'idée comme le désiraient certains adhérents. En effet, une professionnalisation basée sur une véritable formation générale et des stages qualifiants, peut être un plus même si ce n'est pas ce qui est pratiqué aujourd'hui. Aujourd'hui conscients de ce que cela pourrait leur apporter, un nombre de plus en plus grand d'étudiants sont demandeurs de ce complément de formation. Le Congrès a mis en avant l'importance de développer des luttes pour que les stages ne soient plus détournés de leur vocation qualifiante.

Sur notre pratique syndicale, l'expérience de ces années a enrichi notre réflexion. Ainsi, de la place de l'UNEF lors du mouvement Jospin au développement de plus en plus important chaque année des batailles autour du SOS-Inscription, la place des associations UNEF et de ses élus, notre capacité à prendre des initiatives apparaît décisif. Sur cette question le débat a été vif, des adhérents avançaient même l'idée "si on lui donne trop d'importance (à l'association) les dérives corporatistes sont un danger permanent" et qu'il fallait plus favoriser un système d'assemblée générale systématique.

A l'inverse, à partir de leur expérience et de leur vécu quotidien des adhérents d'un grand nombre d'AGE, ont mis en avant l'efficacité d'interventions où l'on vit et où l'on étudie pour faire du syndicalisme. Développer la vie de l'UNEF et de son association pour défendre nos droits et en conquérir de nouveaux dans sa filière, au plus près des préoccupations des étudiants, c'est permettre à chaque adhérent de l'UNEF d'être réellement acteur de son syndicat. La question qui est posée à l'UNEF c'est comment être toujours plus et mieux ce syndicat.

Et partant de là véritablement oeuvrer à la création et au développement d'associations UNEF dans le plus grand nombre de filière.

Ces trois exemples, sans être exhaustif illustrent bien nos débats. Au contact de la massification de l'Université, des exigences de plus en plus fortes de démocratisation, l'UNEF est amenée à avancer, affirmer de nouvelles revendications. Le 76<sup>e</sup> Congrès, à n'en pas douter, a marqué une étape importante sur cette question. La lecture de la résolution qui donne les analyses et les propositions de l'UNEF, que ce soit sur la critique unanime du budget de régression de l'Enseignement Supérieur, ou sur la volonté de faire de l'UNEF le syndicat de tous les étudiants, porte-parole de leurs revendications, traduit ces avancées.

L'importance du mouvement sur le CIP, la détermination qu'ont su y mettre les étudiants, en particulier ceux d'IUT et de BTS, et le rôle qu'a su y jouer l'UNEF, pour aider au développement unitaire de la lutte confirme le bien fondé du choix de notre orientation. Celui d'un syndicalisme ouvert et offensif au service des étudiants.

L'UNEF prend de plus en plus de poids à l'université et les derniers résultats électoraux le confirme. Ainsi après le CIP, l'UNEF, à chaque élection, est en progrès, et à l'IUT de Saint Etienne l'UNEF réalise 75 % des voix !

Notre diversité d'étude, d'expérience, d'appréciation, s'est exprimée lors de ce congrès, et c'est une richesse. Il est regrettable que des délégués aient décidé de considérer le Congrès, non comme un lieu de débats pour faire progresser l'UNEF, mais comme une foire. En perturbant les débats, en systématisant les phénomènes de claques, en refusant par leur attitude les positions votées par le Congrès et ses délégués, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le syndicalisme, des délégués ont voulu "bloquer" le Congrès. Figeant et cristallisant les débats, procédant plus au procès d'intention qu'à l'échange d'argument dans le cadre d'un débat, utilisant tous les artifices pour faire traîner en longueur les séances et décourager les délégués (la séance sur la résolution s'est achevée à... 6 heures du matin !), certains auront, malheureusement, tout mis en oeuvre pour tenter de pourrir les débats.

Nous sommes divers, nous n'avons pas tous les mêmes sensibilités tant mieux, mais il est inacceptable d'en prendre prétexte pour empêcher les débats. Nous avons donc perdu beaucoup de temps et nous n'avons malheureusement pas pu discuter aussi profondément que nous, l'ensemble des délégués, l'aurions voulu.

Ces situations ne doivent plus se répéter et nous devons tous nous montrer responsables pour dialoguer dans le respect de nos différences et continuer ainsi à agir ensemble.

Avec ce congrès nous avons la volonté de mettre l'UNEF à l'offensive pour faire respecter nos droits et en gagner de nouveaux.

Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout pour défendre tous les étudiants, qu'ils soient en BTS, en IUT ou en 3<sup>ème</sup> cycle, en leur donnant la parole, en étant au plus près de leurs problèmes avec nos associations de filière. Les documents du 76<sup>ème</sup> Congrès donnent les éléments sur ce qui motive nos choix, ainsi que la manière avec laquelle nous nous proposons d'intervenir, d'agir pour gagner.

Loïc PEN,  
Secrétaire National.

**RAPPORT DU BUREAU NATIONAL**  
**Présenté par Bob INJEY,**  
**Président de l'UNEF**  
**11 novembre 1993**

Cher(e) Camarade,

Alors que nous ouvrons notre congrès, un mouvement étudiant grandit à l'université. Avec dans les 15 derniers jours, l'exaspération et l'exigence de plusieurs dizaines de milliers d'étudiants qui se sont fait entendre dans de très nombreuses villes universitaires.

A Aix, 3.000 étudiants descendent dans la rue ; à Rouen, ils se retrouvent à 2.000 pour dénoncer le manque de locaux ; Nantes, 3.000 pour demander des locaux et des crédits, 5.000 à Toulouse avec les lycéens, 2.000 à Caen et Bordeaux, plusieurs centaines à Amiens, Lyon, Paris et Strasbourg !

Oui, aujourd'hui dans les universités, le baromètre est à l'orage, à la révolte, à la colère.

Colère face à nos conditions d'études.

Colère de voir brader nos formations.

Colère d'être méprisés.

Colère de devoir faire une croix sur notre avenir.

Notre congrès un caractère tout à fait exceptionnel, d'une part du fait du contexte dans lequel il se situe, d'autre part car il a été préparé par les rencontres régionales, et poursuivi par la tenue des congrès d'association et congrès d'AGE qui, au total, auront regroupé près de 1.000 adhérents.

Au travers de tous ces échanges, il ressort des réponses neuves, forgeant des ambitions nouvelles pour l'UNEF. Comment cela avait-il pu se faire sans la richesse, la diversité des opinions qui sont exprimées.

Nous avons la preuve que cette diversité constitue un formidable atout.

A condition de progresser aussi dans notre capacité à nous écouter, à réfléchir et à décider ensemble. Sans figer, sans cristalliser les débats, simplement entre adhérents de l'Union Nationale des Etudiants de France.

Aujourd'hui et pendant les 3 journées à venir c'est cette même ambition qui doit nous animer.

Ce rapport se veut donc une invitation à poursuivre le débat engagé. Et cela autour de 4 grandes questions posées à la fois au mouvement étudiant et à l'UNEF.

**I - DE QUELLE MANIERE LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS ET PARTICULIEREMENT LE GOUVERNEMENT ACTUEL, REPONDENT A LA MASSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ?**

Un simple regard posé sur l'actualité universitaire de ces derniers mois, de ces dernières semaines, met en évidence -s'il en était besoin- que l'Enseignement Supérieur est en crise dans ce pays, et que les étudiants ne se résignent pas à en rester là.

Alors que la France vient de franchir le cap des deux millions d'étudiants, notre pays reste selon le conseil économique et social, un de ceux qui a le plus faible taux de scolarisation des 16-24 ans.

Si le nombre de jeunes qui veulent accéder à l'enseignement supérieur est un atout pour le progrès de civilisation, il en va autrement pour les conditions de vie, d'études et de travail qui sont imposées à la communauté universitaire au premier rang desquels les étudiants

Pourtant qui peut nier que le développement d'une nation est étroitement lié au nombre et à la qualité de la formation de ses étudiants, et donc aux efforts qu'elle déploie pour son système éducatif ?

Aujourd'hui nous en sommes très loin et il n'y a guère que Fillon pour parler d'efforts du gouvernement.

On ne compte plus les campus universitaires à l'image de celui d'Aix qui compte 20.000 étudiants pour une capacité de 8.000.

On ne compte plus les demandes de chambres en cité-U qui s'entassent sans trouver réponse.

On ne compte plus les titulaires de Maîtrise interdits de DEA

On ne compte plus les étudiants étrangers soumis à l'arbitraire.

Il n'y a pas besoin d'épiloguer longtemps pour faire un constat. Aujourd'hui dans nos facs, nos BTS, nos IUT, ça ne peut plus durer ainsi.

Le droit aux études et à pouvoir les réussir est sans cesse remis en cause. Et la massification de l'enseignement ne doit pas faire illusion, l'exclusion frappe de plein fouet un grand nombre d'étudiants toujours plus important. 45 % précisément, qui quittent l'université sans rien !!

Froide statistique qui cache trop de drames individuels, d'aspirations frustrées, d'avenirs bouchés.

Froide statistique qui révèle, tout à la fois l'ampleur du gâchis, et le chemin qu'il nous faut parcourir, pour combattre, pour changer, cette réalité.

Celle-ci n'est pas le fruit d'une quelconque fatalité. Bien au contraire!

Cette réalité c'est celle d'une politique universitaire qui vise deux objectifs intimement liés.

D'une part, une logique gouvernementale qui confrontée, à la massification de l'Enseignement Supérieur, a voulu la traiter au coût minimum en s'évitant bien de la faire rimer avec démocratisation.

D'autre part une volonté de livrer pieds et poings liés, nos formations au diktat du grand patronat.

Pour ce qui est du nombre d'étudiants, ils veulent bel et bien remettre en cause l'enseignement de masse.

Fillon vient d'ailleurs de l'avouer, commentant les mouvements en cours, notre cher Ministre déclare, je cite : "il ne s'agit pas d'augmenter le nombre d'enseignants puisque le nombre d'étudiants va baisser". Quel aveu !!

Ainsi il trouve bien plus économique de proposer, de diviser le nombre d'heures de cours par deux plutôt que de doubler le nombre d'enseignants.

Les chiffres attestent cette logique puisque : de 1988 à 92, le nombre d'étudiants a augmenté de 33 % et celui des profs que de 20 %, et le personnel non-enseignant de 10 %.

Ou encore face au nombre de demandes en cité-U, trois fois supérieur aux capacités du CROUS, l'Etat préfère favoriser les Résidences privées avec des loyers inabordables. C'est cela qu'il appelle un plan dit social.

Et ainsi, tout à l'avenant avec au final une "paupérisation progressive" pour reprendre l'expression d'un rapport officiel. Qui poursuit, je cite : "Le service offert à l'étudiant se dégrade, les places

manquent, le taux d'encadrement baisse, les bibliothèques sont notoirement insuffisantes, les locaux se délabrent..."

Quant à leur volonté forcenée de soumettre l'université au patronat, on ne saurait comprendre et appréhender la nature des politiques universitaires de ces dernières années si on n'intègre pas la volonté clairement et ouvertement affirmée depuis bientôt 10 ans. du CNPF, de contrôler l'Enseignement Supérieur et la formation dans son ensemble.

Rien n'est dû à la fatalité, tout est pensé, réfléchi, coordonné et ne demande qu'à être mis en place.

La relecture du rapport du Collège de France, commandé par Mitterrand en 1985, est de ce point de vue éclairante puisqu'il appelait à "l'existence d'une offre scolaire diversifiée, proposée à tous les niveaux, par des institutions d'enseignements autonomes et concurrentes". C'est ce même rapport qui commandait la multiplication des financements, le partenariat avec le privé et la participation financière accrue des étudiants ; le tout avec une grande flexibilité et plus grande adaptation au besoin du marché. Ce sont ces orientations stratégiques que gouvernement et patronat travaillent à inscrire dans la réalité.

Cette logique du gouvernement successifs a fait l'objet d'une assez large convergence d'analyse entre nous.

Mais sans doute avons-nous besoin de mieux voir comment s'organise au quotidien, la casse de l'université.

Comme le souligne le texte préparatoire, ils procèdent sur 4 grands axes...

- Désengagement financier,
- Attaques sur le contenu de nos formations,
- Sélection sociale,
- Citoyenneté remise en cause.

#### A - Désengagement financier

La mise en place de cette politique passe en tout premier lieu par de l'asphyxie budgétaire des universités. La réalité que nous vivons quotidiennement suffit à le mettre en évidence : manque de places à la fac, amphis surchargés, TD bondés, contrôle continu supprimé, files d'attente au RU, médecine préventive au rabais, aide sociale sacrifiée...

Aujourd'hui l'Enseignement Supérieur et plus particulièrement l'université, est acculé soit à la faillite soit à se livrer au privé.

Dès 1990 et le plan Université 2000 avec la réforme du financement on assiste à l'abandon par l'Etat de ses prérogatives, au profit de la région et du patronat.

Onze pôles d'excellence sur 78 universités sont institués. La concurrence entre les facs ; facs d'élite opposées aux facs poubelles est entérinée. Celles qui répondent le mieux aux projets du patronat se voient attribuer le plus de subventions, les autres sont laissées en jachère. Tout cela passant par le biais de la contractualisation.

Le CNPF est très clair sur ces objectifs en exigeant des responsabilités pédagogiques et joue un rôle déterminant dans la mise en place et la multiplication des formations courtes, démantèlement de la structure universitaire en cassant le lien premiers-seconds cycles, secondarisation des Deug, précarisation de la recherche, recrutement des profs dans le privé. Avec la volonté de se créer d'une

main d'oeuvre qualifiée, et mobile, mais peu exigeante en terme de salaire. Cela s'accompagne de la mise en place et du développement d'un secteur privé de l'Enseignement Supérieur.

A l'image des Hauts-de-Seine qui versent 1,2 milliards pour l'université Pasqua et 0 franc à Nanterre.

L'arrivée de la droite a aggravé cette situation avec la décision d'amputer 200 millions au budget de l'Etat, lors du Collectif budgétaire de printemps, et la stagnation du budget des universités pour 94.

Sous prétexte d'autonomie, de liberté et sous couvert de contractualisation, un véritable chantage est effectué auprès de chaque université pour que celles-ci gèrent la pénurie et tentent de trouver d'autres financements. L'analyse des plans quadriennaux est éloquente. Un exemple parmi d'autres à P.8, l'Etat ne couvre qu'à 60 % les nouveaux besoins en enseignants. L'université publique est consciemment menée à la faillite.

### B - Attaques sur les contenus

Réduction de plusieurs centaines d'heures de cours, la suppression de filières entières, interdiction de plus d'un redoublement en Licence et Maîtrise, non reconnaissance du caractère national de certains diplômes.....

Toutes les rénovations pédagogiques, tous les projets en cours visent à économiser sur la qualité de nos formations et à remettre en cause les diplômes nationaux.

Rien d'étonnant à cela, quand ce qui préside à réformer nos formations c'est l'adaptation à la rentabilité à la loi du marché.

Fillon, encore lui, le dit explicitement, je cite : "Au même titre qu'une entreprise doit être rentable, quitte à licencier et baisser les salaires, l'école et la formation doivent être rentabilisées !"

La création des IUP et la réforme des IUT rentre dans cette logique elle aussi, offrir une main d'oeuvre bon marché et corvéable à merci. C'est la nature même des IUP qui font la part belle aux "enseignants" venant des entreprises et qui délivrent un diplôme non-reconnu dans les conventions collectives. C'est le sens de la réforme des IUT qui vise à dévaloriser leur formation en réduisant les enseignements généraux et rendant impossible toute poursuite d'études.

Jusqu'à présent relativement épargnés par les différentes réformes, les étudiants-chercheurs sont l'objet de multiples attaques depuis plusieurs années. Limitation d'accès en DEA, réduction du nombre d'allocations de recherche, limitation de durée pour la thèse...

### 3) Sélection Sociale :

Freiner la massification de l'Enseignement Supérieur, c'est aussi organiser l'échec en refusant l'aide sociale. Dans ce domaine aussi, l'offensive est d'envergure.

La massification de l'enseignement, s'accompagnant d'une arrivée de plus en plus nombreuse d'étudiants d'origine modeste, dans le même temps, que ce soit les bourses, les cités-U, les transports, c'est la peau de chagrin. Ce qui pousse de plus en plus d'entre nous à avoir recours aux petits boulots et donc conduit à l'accroissement de l'échec.

Echec qui pousse chaque année près de 45 % des étudiants à abandonner l'université.

La philosophie des gouvernements successifs, c'est accueillir des étudiants, sans pour autant débloquer des moyens supplémentaires.

Mieux, c'est livrer au marché des pans entiers de ce qui devrait relever de l'aide sociale. Du coup, on privatise les services du CROUS, on développe les prêts bancaires, sans parler des convoitises sur le logement étudiant (130.000 chambres en cité-U, le double non satisfait), de la restauration universitaire (80 millions de repas au resto-U chaque année) ou des mutuelles (1,5 millions d'étudiants mutualisables).

Il va sans dire que nombreux sont ceux qui ne verraient pas d'un mauvais oeil, ce marché, sortir du cadre du service public national de l'Enseignement Supérieur pour tomber dans l'escarcelle du secteur privé.

C'est ce qui guide le gouvernement dans sa volonté de remettre en cause l'aide au logement social, en la réduisant de 65 %. Volonté qui, malgré un premier recul, demeure (l'Assemblée Nationale ayant voté les crédits de logement- sans intégrer le financement de l'ALS).

L'aide sociale au sens strict, ne concernerait plus qu'une marge d'étudiants insolvables. L'aumône ! Le R.M.I. version étudiante.

### D - Citoyenneté bafouée

- Asphyxie budgétaire,
- Attaque sur les contenus,
- Sélection sociale,

et pour que le tableau soit complet, citoyenneté bafouée !

Le gouvernement et les administrations des différentes universités, dans leur volonté de réduire le niveau des luttes et l'expression du mécontentement, tentent de bâillonner au maximum les étudiants, de remettre en cause les libertés syndicales, le droit d'expression

C'est à Nanterre, l'administration qui interdit aux étudiants de s'exprimer. C'est le nouveau report des élections au CROUS. Après Lang, Fillon craint-il lui aussi que les étudiants s'expriment là-dessus ? C'est le même Fillon qui, dans son projet veut purement et simplement remettre en cause la présence des étudiants dans les conseils d'administration.

C'est à Brest, des étudiants poursuivis pour avoir manifesté contre la guerre du Golfe.

C'est à Tours, des étudiants condamnés pour avoir manifesté contre le projet Jospin.

C'est à Assas où l'Administration ferme les yeux sur les agissements fascistes d'une quarantaine d'individus et couvre l'agression dont ont été victimes des adhérents de l'UNEF-Assas dont Nicolas, Secrétaire Général de l'UNEF et élu au CROUS de Paris.

Laxisme inadmissible de la part de l'administration qui ne doit que renforcer notre vigilance et notre détermination à lutter contre toutes les formes de racisme et d'exclusion ; combat que l'UNEF n'aura cessé de mener, à l'image de nos prédécesseurs qui, il y a 43 ans, jour pour jour, manifestaient au nez et à la barbe de l'occupant nazi.

Cette attaque multiforme contre notre droit à étudier est lourde de conséquences pour chacun de nous et tout le pays. Sans compter qu'avec le projet de loi quinquennal, le gouvernement et sa majorité parlementaire nous menacent aussi dans notre droit à l'emploi.

Ainsi, le Sénat a amendé le texte pour que les jeunes en cours de scolarité, de moins de 26 ans, qui travaillent l'été, relèvent d'un contrat d'insertion professionnelle et par là même, soient rémunérés à un niveau très inférieur au Smic.

Et un dispositif du projet de loi prévoit de rémunérer les Bac + 2 et plus à 85 % du Smic. Vraiment, cette politique heurte de plein fouet nos aspirations. Alors l'heure est à la riposte.

## II - MAIS COMMENT REAGISSENT LES ETUDIANTS, QUI SONT CES 2 MILLIONS D'ETUDIANTS, QUEL EST LEUR ETAT D'ESPRIT, QUE VEULENT-ILS, QU'ATTENDENT-ILS ?

### A- Qui sont-ils ?

La massification de l'Enseignement Supérieur a pour conséquences de bouleverser complètement la vision qu'on peut avoir du monde étudiant.

1) Tout d'abord, l'image d'épinal d'un étudiant un peu marginal et privilégié dans la société et dans la jeunesse, a vécu.

Aujourd'hui sur une tranche d'âge, un jeune sur 2 est dans l'Enseignement Supérieur. Les étudiants d'origine populaire accèdent de plus en plus à l'Enseignement Supérieur. Dans le même temps, cette massification ne s'accompagne pas, loin de là, d'une véritable démocratisation. Les inégalités sociales qui existent au niveau des filières dans le secondaire, se reproduisent dans le supérieur. Les formations courtes et professionnalisées regroupant plus d'étudiants issus de couches populaires, et inversement les filières prestigieuses (prépas ...) s'adressent avant tout aux étudiants issus des couches aisées.

2) Ensuite, cette donnée qui bouleverse beaucoup d'idées préconçues s'accompagne d'une autre. la volonté tenace de poursuivre ses études ; quitte à se salarier, quitte à revenir à la fac plus tard. Aujourd'hui les jeunes sont prêts à faire beaucoup de sacrifices pour pouvoir étudier.

Pourquoi ?

- Parce que les jeunes ont une très forte aspiration à s'épanouir, à apprendre, à progresser, à s'enrichir de connaissances pour eux-mêmes mais aussi pour les autres, pour la société. Ils ont la volonté d'être utiles, de prendre et de donner au mieux de leurs compétences dans une société qu'ils aimeraient plus solidaire. L'époque est finie des étudiants qui viennent en fac pour "faire un petit tour et puis s'en vont".

- Parce que également, le diplôme et la poursuite des études restent aujourd'hui ce qui est le plus efficace pour ne pas se retrouver au chômage. Tous les jeunes sont frappés par ce fléau même quand ils ont des diplômes Bac + 4 et plus.

Bien sûr il y a une très forte diversité entre eux, leurs modes de vie, leurs aspirations, leurs filières, leurs parcours d'études. Il n'y a pas un étudiant type mais des étudiants qui aspirent à être pris en compte pour ce qu'ils sont.

Pourtant en raison de la massification et de l'injustice sociale grandissante, les étudiants sont embarqués sur le même bateau et subissent les mêmes coups de la politique menée depuis des années.

Etre étudiant aujourd'hui, est donc le signe d'une résistance face à la crise, d'une angoisse face à l'avenir, mais aussi l'expression d'un formidable espoir, d'une exigence à réussir.

C'est cela la spécificité étudiante !

### B - Quel est leur état d'esprit ?

Alors qu'ils attendent beaucoup de l'université, et qu'ils sont prêts à accorder beaucoup pour réussir, il y a aujourd'hui le sentiment que les sacrifices consentis n'y suffisent plus. Galère croissante, mépris, sélection sociale, exclusion... Tout cela devient de plus en plus insupportable. Et cette situation nourrit un fort sentiment de colère et de détermination.

Les luttes en cours sur nos campus, que ce soit sur l'ALS, ou depuis le début de la rentrée sur les conditions de vie et d'études, révèlent tout à la fois le sentiment de ras-le-bol qui frappe les étudiants et leur disponibilité à agir.

Qu'on ne s'y trompe pas, alors qu'aujourd'hui la volonté d'aller en cours et de réussir ses études n'a jamais été si forte, quand les étudiants descendent dans la rue c'est que véritablement la coupe est pleine !

De Nantes à Aix, de Toulouse à St Denis, ils étaient plus de 20.000 à s'être manifestés la semaine dernière. Le 9 ils se sont retrouvés à plusieurs milliers dans les rues à Toulouse, Bordeaux, Paris, Lyon.

Cette disponibilité et cette colère cohabitent avec de nombreuses interrogations.

Comment peut-on se défendre, obtenir de nouveaux droits ?

Y a-t-il des solutions ? Peut-on y arriver si on ne s'y met pas tous ensemble ?

Ces interrogations poussent à la colère, à la manifestation, au ras-le-bol. Ces mêmes interrogations peuvent pousser aussi au renoncement et à la fatalité.

En effet, il n'y a pas de passage automatique entre la colère, la détermination et l'action. Combien d'étudiants et même des adhérents de l'UNEF banalisent ce qu'ils vivent tout en étant convaincus que c'est insupportable. Ils banalisent ainsi l'augmentation des droits d'inscription, le fait d'être à 500 dans un amphithéâtre de 200 places.

Combien d'étudiants ou de copains, faces à une telle situation se disent qu'ils arriveront 1/2 heure à l'avance la prochaine fois pour être assis. Nous mêmes, n'avons-nous pas parfois laissé filer une situation anormale en se disant que nous ne pouvons rien y faire.

### C - Que veulent-ils ?

Ce que veulent les étudiants ? C'est réussir leurs études.

Ils veulent décider de ce qu'il faudrait faire, plutôt que de voir se succéder des projets gouvernementaux année après année, concoctés sans eux et donc contre eux.

Sur chaque problème concret qui les concerne ils ont un avis, des propositions à formuler.

Par exemple, cette volonté de s'engager au plus près des aspirations de chacun ne se traduit-elle pas au travers du développement du mouvement associatif ? On assiste depuis quelques années à une floraison d'associations de filière qui se fixent souvent comme objectif d'organiser les étudiants de ces filières pour se défendre.

L'attitude de ces associations est bien souvent très revendicative avec néanmoins une limite qui est le fait de leur nature, elles ne parviennent pas toujours à lier les problèmes avec des revendications plus globales.

Cette réalité qui se développe nous interpelle. Non pas pour être frileux, mais bien mesurer que l'aspiration qui s'exprime c'est le besoin de s'organiser pour se défendre.

Cette attitude n'est en rien corporatiste, car elle constitue au contraire une volonté d'agir pour faire respecter leurs droits à l'endroit où ils vivent et étudient.

Cette volonté de participer des étudiants se manifeste aussi au travers d'un phénomène récent que constitue la progression de plus de 50 % de la participation des étudiants aux élections de l'an dernier. Il est indéniable qu'aujourd'hui les étudiants dans leur diversité cherchent des solutions collectives à leurs problèmes.

## D - Qu'attendent-ils ?

La volonté de participer, et d'agir grandit, mais ne se traduit pas toujours par l'action. Et qu'est-ce qui fait la différence entre ces deux situations, entre la volonté de faire et le passage à l'acte ? La différence vient du fait qu'à un moment donné il existe des étudiants plus déterminés que les autres qui se lèvent pour dire non, ça suffit, et proposent de réagir.

Nous même, ne sommes-nous pas surpris par l'attention et l'écoute des étudiants quand nous intervenons sur un problème dans un amphî ?

Cette attente et espoir que quelqu'un ose dire non, n'est-elle pas une première interrogation par rapport au rôle que doivent jouer les adhérents de l'UNEF dans leur propre amphî, leur propre filière.

Ne sont-ils pas, parce qu'ils ont fait le choix de s'organiser, les mieux placés pour être cet étudiant ou cette étudiante qui se lève et qui dit "Stop, il faut que ça change !"

Parallèlement à cela, et on le constate dans les luttes en cours, quand ils sont en action les étudiants aspirent fortement à s'unir et au-delà du TD et de leur filière, n'hésitent pas à poser la question en terme de choix nationaux. On le voit bien avec la revendication sur les crédits d'urgence et une loi de programmation budgétaire.

N'est-ce pas là un 2ème élément de réponse sur ce que doit être l'UNEF ?

Au fond, n'ayons pas de faux débat. L'état d'esprit des étudiants, leur exigence et leurs attentes nous interpellent.

Pour que les plus déterminés soient à la fois capables de les aider dans leur amphî à arracher des améliorations et capables en même temps, d'initiatives plus centrales, plus nationales qui fassent converger leurs revendications.

## III - OU EN EST LE SYNDICAT ?

Justement, du point de vue de cette double utilité j'en viens maintenant à la troisième question qui nous est posée, quelle a été notre activité depuis le congrès de Lyon ? Avons-nous su répondre à cette double attente ?

L'UNEF depuis plusieurs congrès, a exprimé une volonté. Celle de devenir davantage et toujours mieux l'outil utile aux étudiants, dans leur vie quotidienne. Les aider partout où ils se trouvent, dans leur diversité, à se défendre à faire respecter leur droit et en gagner de nouveaux. Et cela quelque soit la filière d'étude, le cycle d'études ou encore le type d'établissement.

Rien de ce qui est étudiant ne peut nous laisser indifférent.

Et de l'élève en BTS, à celui de Normale Supérieure, de l'étudiant en 1ère année de Math au Thésard en Lettres Modernes tous sont à un titre ou à un autre victime de la politique du gouvernement, tous peuvent trouver leur place dans l'UNEF.

C'est donc poser la question de la pratique syndicale. C'est poser la question de l'intervention de l'UNEF et de ses adhérents, là où sont les étudiants, c'est-à-dire les UFR, les filières, les amphîs. Sans faire de liste exhaustive, notons ce début de floraison de lutte menée en bas que l'on peut observer depuis le dernier congrès. Dédoublage de TD, saquages aux examens, problèmes d'inscription, de transferts de dérogation, expulsions de cité-U, expulsion d'un étudiant étranger, droits d'inscription... Parfois sur un même campus, et dans une même association nous sommes en capacité de mener ces luttes dans leur diversité.

Mieux en capacité d'intervenir au quotidien au plus près des étudiants, cela s'est accompagné aussi par le développement de nos associations. Ainsi en octobre, c'est à partir des problèmes de filière que se sont engagées les premières luttes en particulier en Psycho à Nantes, Toulouse et Tours.

Depuis Lyon, un net progrès est accompli sur la question. Un simple constat, un plus grand nombre d'associations vivent et se sont structurées. Aujourd'hui, il n'est pas rare de voir des AGE avec une dizaine d'associations dont plusieurs ont une activité régulière dans leur filière.

Le bilan des réunions de pré-rentrée et surtout celui des congrès d'association mettent en évidence cette vitalité nouvelle. Plus de cent associations ont préparé leur congrès d'AGE, c'est sans précédent et cela constitue un atout pour l'UNEF et le développement de l'activité syndicale. Et cette mosaïque de luttes a été impulsée par notre activité, nos prises d'initiatives sur le plan national.

Ainsi, depuis le congrès de Lyon, sur toute une série de batailles, l'UNEF a su faire converger les luttes et les revendications.

Sur la question des droits d'inscription. Jadis très sporadique, elle a prit un caractère plus soutenu, plus régulier. Harcelant un grand nombre d'universités pour faire reculer les droits illicites, ou obtenir l'exonération de 10 % des étudiants.

Ainsi, l'an dernier c'est au total plusieurs milliers d'étudiants qui ont pu se faire exonérer. Comme à Montpellier, Paris 8 ou encore Amiens où le Président d'université ne peut que se lamenter de recevoir des centaines de demandes de remboursement par courrier.

C'est la bataille du SOS-Inscription. Jadis exclusivement parisienne, cette lutte prend chaque année un caractère plus national. Traduisant tout à la fois le fait que les interdicts d'étudier se multiplient, mais aussi et surtout que l'UNEF est mieux en capacité de mener cette lutte comme à Bordeaux, Lyon ou Aix.

C'est la bataille sur les transports avec une spécificité plus parisienne autour de la carte-orange. La bataille menée sur cette question l'an dernier par l'UNEF, a permis au cours de la discussion budgétaire d'arracher des premiers acquis, en particulier une revalorisation de 100 frs pour les boursiers d'Ile de France.

Dans la dernière période, de par son attitude d'ouverture et offensive, l'UNEF a pris toute sa place dans le développement des luttes et des convergences. Cette volonté d'oeuvrer au rassemblement de tous trouve aussi comme traduction de l'UNEF d'oeuvrer à l'unité syndicale.

Il ne s'agit pas de gommer nos différences avec les autres associations ou organisations syndicales, au premier rang desquelles se trouve l'UNEF-ID, mais bien au contraire, de mettre en avant ce sur quoi, nous sommes d'accord pour essayer de faire des choses ensemble. Si nous ne partageons pas l'analyse que fait l'Unef-ID du PSE, par contre nous sommes au coude à coude pour faire respecter nos droits, tant sur l'ALS que sur le droit aux études et l'exigence de crédits d'urgences.

C'est le sens de la rencontre Mardi des délégations des deux Bureaux Nationaux de l'UNEF et l'UNEF-ID. Rencontre historique. C'est la première fois depuis 1971 que l'UNEF et l'UNEF-ID se rencontraient.

Mesurons bien que lorsque nous discutons avec l'UNEF-ID, ce n'est pas pour décider, à la place des étudiants, mais voir comment ensemble on peut aider au développement des luttes et des convergences. Quand nous discutons avec les étudiants nous jouons cartes sur table. Nous apportons nos exigences en tant qu'étudiants, notre expérience, nous nous mettons au service des étudiants, mais pas question de faire sans eux.

Dans nos amphis comme sur le plan national, c'est cela qui nous guide. Comme lors de la période difficile entre les examens et les vacances où l'UNEF, avec 15 organisations syndicales de la communauté universitaire, unissaient leurs efforts pour dénoncer le projet Fillon. 15 C.A. d'universités adoptaient la même attitude. Face à cette mobilisation naissante et après le rejet du conseil constitutionnel, Fillon préfère ranger sa copie et attendre 1995.

C'est encore au moment des résultats du Bac où pour des centaines de bacheliers, ce jour aurait dû être une fête s'est transformé en cauchemar. Ils ont été des milliers, des dizaines de milliers à qui l'on a répondu : "Désolé, il n'y a plus de place pour vous" ; ou "Allez voir ailleurs". Baladés de facs en facs, de bureaux en bureaux, traités avec le plus grand mépris, ils ont été malgré eux les protagonistes des luttes étudiantes de cet été et de la rentrée.

Plus de 3.000 d'entre eux se sont organisés avec l'UNEF et des premiers dossiers arrachés à Jussieu, début juillet aux 60 inscriptions gagnées à Aix, lors de la journée d'action du 2 novembre, ce sont des milliers de bacheliers qui ont gagné avec le SOS-Inscription.

C'est encore le 23 septembre avec l'annonce de la révision de l'ALS, l'action de l'UNEF pour s'opposer à une réduction de 65 % de son montant. Une action convergente avec celle de l'UNEF-ID et de nombreux étudiants qui a obligé Fillon à un premier recul. Rôle nouveau pour aider à la convergence des luttes au plan local et nationale, il est des signes qui ne trompent pas. l'UNEF a gagné en crédibilité.

Il ne s'agit pas de faire du triomphalisme ou de l'autosatisfaction, mais de savoir apprécier cette réalité. Parce que cette nouvelle place, que nous avons conquise nous montre tout le chemin qui reste à accomplir pour être partout au niveau de nos responsabilités.

Notre congrès doit aider les adhérents à être encore plus déterminés pour corriger nos défauts, améliorer notre pratique, lever les obstacles et nous fixer de nouvelles ambitions.

## IV - QUELS TYPES DE PROGRES ?

### 1) De quelle pratique syndicale avons nous besoin ?

L'état d'esprit des étudiants, le type d'attente qu'ils manifestent, nous donne véritablement une boussole sur ce qu'il nous faut faire et mieux faire aujourd'hui.

L'UNEF a fait un choix, celui d'une démarche et d'une pratique syndicale qui privilégie avant tout l'intervention des adhérents et des étudiants. Démarche qui nous pousse à faire de l'UNEF non pas une institution dont les étudiants seraient dépossédés, mais bien quelque chose de vivant, qui soit la propriété des étudiants, l'outil utile pour leur permettre de défendre leurs droits, d'en gagner de nouveaux, de réussir leurs études.

Avoir l'ambitions d'une telle pratique c'est aussi faire le choix de la difficulté. Il nous serait bien plus facile de nous contenter d'être quelques uns, de parler au nom des étudiants et de tenter de régler les choses sans l'intervention des étudiants. Une telle pratique d'usurpation de la représentation des étudiants est tout, sauf du syndicalisme.

Les derniers mouvements étudiants de celui qui s'est opposé à la réforme Jospin jusqu'à celui qui est en train de naître aujourd'hui, et les luttes que nous avons mené de manière massive avec les étudiants comme au moment des chaînes d'inscription, mettent en avant plusieurs choses :

- les étudiants jugent aujourd'hui aux actes, et non plus aux déclarations d'intentions, qu'elles viennent du gouvernement ou bien des syndicats étudiants. Ils veulent du concret, des résultats.

- Ils veulent être maîtres du mouvement. Comment s'en étonner alors que cette maîtrise démocratique est un atout majeur et une condition incontournable pour que le mouvement soit efficace, solide et gagne !

- Il y a enfin la volonté de s'organiser dans les filières lieu naturel où se rencontre les étudiants frappés par les mêmes mesures.

Ils veulent parler de ce qu'ils connaissent, et que connaissent-ils le mieux si ce n'est leurs conditions d'études dans la filière, si ce n'est ce qu'il faudrait faire dans tel UFR pour améliorer les contenus pédagogiques. Lieu naturel où ils peuvent se retrouver, se faire entendre dans les amphis, les TD avec leurs copains pour riposter. A quoi sert l'UNEF si elle n'est pas utile à cela ?

Une telle pratique ignorant cette démarche est non seulement injuste car elle ignore la démocratie mais elle est inefficace, car les syndicats étudiants seuls face au pouvoir ne peuvent rien. Un rapport de force ça se construit en bas et c'est la seule façon de faire craquer un gouvernement même s'il est marqué par la volonté de ne rien céder.

Pour conquérir de nouveaux droits, il nous faut favoriser l'intervention des étudiants plutôt que de se réduire à négocier avec des gouvernements qui n'offrent pour toute marge de manoeuvre que de gérer la pénurie. C'est bien d'autre chose dont nous avons besoin, et c'est cette autre chose que veulent les étudiants.

Ce qui nous donne notre force, c'est le fait que nous soyons le plus nombreux à faire ce choix, celui de s'organiser avec l'UNEF dans nos filières. Que chacun y trouve toute sa place. C'est ainsi dans notre diversité de lieux et d'étude en intervenant et en rayonnant autour de nous que nous participons à créer le rapport de force qui nous permette de gagner.



Qu'est ce qui est le plus efficace ? Quelques copains qui s'activent dans un hall, ou des dizaines d'adhérents qui interviennent dans leur propre cours ? Proposent aux étudiants de remplir des cahiers de revendications, de signer une pétition ou d'aller en délégation auprès de la direction de l'UFR ou de la présidence ?!

Ce n'est pas seulement avec les plus dirigeants, ou la frange la plus déterminée, ceux que l'on rencontre le plus souvent au local que l'on se met en capacité de changer l'université. Travailler à une UNEF où chacun soit véritablement acteur, où chacun en tenant compte de ses disponibilités puisse trouver sa place dans le syndicat, exige des efforts.

On décide d'intervenir en médecine car les élections approchent. On se soucie de régler une voiture, un méga, 2 000 tract et 4 copains et on y va. Oubliant complètement au passage de prendre contact avec le ou les intéressés : nos adhérents de cette filière. Au bilan des courses, des dizaines d'étudiants laissés de côté qu'on ne sollicite pas et à qui l'on ne permet pas de prendre toute leur place dans le syndicat et de l'utiliser pleinement. Au bilan : des adhérents à qui l'on ne propose même pas de reprendre leur carte. Chaque année, c'est plus de 50 % des adhérents que l'on perd ainsi !

Si nous avons une chose à faire c'est que face à chaque problème on fasse l'effort d'informer et de réfléchir avec nos adhérents et notamment ceux de la filière concernée ; de l'intervention de l'UNEF dont il y a besoin. C'est une question d'efficacité et de démocratie. Et leur permettre de prendre toute leur place, c'est à dire de réfléchir, s'exprimer se mobiliser par rapport à ce qu'ils vivent directement est un enjeu pour le développement de la lutte.

Cela signifie donc qu'il nous faut mieux aider tous les adhérents dans nos associations. Pour faire une pétition, réagir plus promptement en aidant à intervenir dans un cours, à afficher, à collecter, à proposer l'adhésion.

Les aides aussi à solliciter les élus pour que ceux-ci se mettent toujours mieux au service des étudiants. C'est tout cela aider à réfléchir et décider ensemble. Et ce qui est vrai dans nos associations, l'est aussi à tous les niveaux de l'Union nationale.

Pour que dans chaque fac les dirigeants de l'UNEF soient toujours plus efficace ils ont besoin d'une Union Nationale qui permette l'échange d'expériences et d'informations.

Et pour que l'Union Nationale prenne des initiatives toujours mieux en phase avec les attentes des étudiants pour se défendre, elle a besoin d'être composée de dirigeants nationaux et locaux en lien étroit et direct avec les associations et leurs activités.

De ce point de vue, il y a sans doute des progrès à faire quant au bulletin internes de l'UNEF, la circulation des informations et à favoriser l'échange.

Mais encore faut-il que tous et chacun des dirigeants qui composent l'Union Nationale depuis les responsables d'associations jusqu'au Bureau Nationale, en passant par les directions d'AGE, encore faut-il que tout cela soit dans l'état d'esprit de travailler ensemble à ce pourquoi ils ont été normalement élus.

Etre au service des adhérents, les rendre toujours plus propriétaire du syndicat.

La préparation de notre congrès montre que nous ne travaillons pas tous à cela !

De la même manière, certains semblent confondre la richesse des débats et l'affrontement figé !

En disant cela il me semble que le souci du congrès doit être de discuter et de décider sereinement sur toutes les questions qui nous sont posées. C'est notamment vrai concernant les propositions dont nous devons être porteurs pour le développement du mouvement étudiant.

La question se pose parfois : devons-nous avoir ou pas un projet tout ficelé pour l'université un avis définitif sur tout. Devons-nous aller voir les étudiants en sachant à l'avance ce qu'il faut, et en ayant des revendications toutes ficelées.

Procéder ainsi, serait tout à la fois inefficace et pour le moins, bien peu démocratique.

Pour autant, l'UNEF a des choses à dire, des propositions à faire connaître, à discuter. Financement des universités, aide sociale, contenu des formations, citoyenneté sur tous ces grands thèmes nous avons énormément de choses à dire, à faire partager, à discuter.

Financement de l'Enseignement Supérieur. Les besoins par université sont connus, c'est 6 000 m2 qui manquent à Paris 8 et 50 % d'heures supplémentaires, c'est 200 postes de profs à Toulouse 3, ou encore 171 à Rouen. Les besoins en termes de bourses, de logements, des restauration, sont aussi connus. Revalorisation à 35 000 F des bourses, 300 000 boursiers supplémentaires, doubler le nombre de chambres en cité-U...

En définitif, l'exigence de crédits d'urgence et d'une loi de programmation budgétaire s'impose.

Chacun le sait bien, il faudrait aller au plus vite dans notre pays vers un doublement du budget de l'Enseignement Supérieur. Il faut prendre de manière radicalement offensive cette question.

Aujourd'hui, parce qu'ils en ressentent le besoin par rapport à leur formation, un nombre important d'étudiants aspirent à avoir une formation en lien avec le monde du travail. Prenons cette question de manière offensive pour exiger un véritable encadrement pédagogique lors des stages, le respect des conventions collectives...

Sur l'aide sociale, nos revendications sont nombreuses, du développement des bourses, au demi-tarif sur les transports, de la question du logement à celui des mutuelles, nous avons beaucoup de chose à dire, à faire. Beaucoup de terrains à réinvestir aussi. Ainsi, sur la question de la santé, n'est-il pas temps pour l'UNEF de se réapproprier la question ?

Certes, la MNEF poursuit sa dérive qui la pousse plus à agir comme une banque que comme une véritable mutuelle, et son fonctionnement opaque (plus d'élection à son CA), rend difficile notre intervention.

Pour autant, devons nous abandonner ce terrain. N'y a-t-il pas lieu avec la MNEF, si c'est encore possible, ou avec d'autres partenaires, de se réapproprier la question de notre santé et des mutuelles ?

D'autre part, mises bout à bout, toutes ces exigences n'aboutissent-elles pas si on les gagne à un véritable statut social de l'étudiant ?

Si la citoyenneté, que ce soit sur le droit d'expression à l'université, sur la question des élections universitaires, et en particulier comment on donne la possibilité à tous d'y participer, n'y a-t-il pas lieu de faire entendre de nouvelles exigences ?

N'y a-t-il pas lieu d'être plus offensifs sur la question de la défense des étudiants étrangers. Défense de leurs droits à étudier, défense de leur dignité et ne plus être traités comme des suspects en permanence.

Plus offensif aussi sur la question de l'ouverture de nos universités aux étudiants de monde, et en particulier des pays en voie de développement.

Car à l'heure où les apôtres du nouvel ordre mondial parlent d'ingérence humanitaire, n'y a-t-il pas lieu de développer notre exigence d'une véritable solidarité internationale.

Solidarité efficace à la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, pour le progrès économique et social, la démocratie, l'égalité, la paix !!  
C'est ce qui motive l'action de l'UNEF au sein de structures internationales. Que ce soit l'Union Internationale des Etudiants ou l'ESIB.

Voici quelques idées non exhaustives de revendications et de luttes. La résolution de notre congrès devrait se fixer l'ambition de dégager quelques grands axes revendicatifs nationaux sans chercher à tout citer. D'autant plus que nous pourrions publier dans un proche avenir un livre blanc des étudiants et de leurs droits, élaboré par une large consultation des syndiqués et des étudiants et qui porterait de manière bien plus détaillée un large éventail de nos revendications.

Cher(e) camarade,

Voici quelques unes des grandes questions qui pourraient être au coeur de nos travaux.  
Elles ont en tout cas été au coeur des discussions préparatoires au congrès.  
Et interpellent sur ce que doit être l'UNEF d'aujourd'hui.

Bien sur, sur chacune de ces questions, je me suis efforcé de faire état, et c'est bien normal de l'avis du Bureau National sortant.

D'autres opinions existent, d'autres avis, d'autres sensibilités, peut-être autant que de délégués dans cette salle.

Alors, discutons et décidons ensemble pour une UNEF à la hauteur des enjeux posés à l'Enseignement Supérieur.

## RESOLUTION DU 76ème CONGRES DE L'UNEF

St-Denis - Bobigny  
11-12-13 novembre 1993

Dans toute la France, des dizaines de milliers d'étudiant(e)s se rassemblent, débattent et manifestent leur exigence de réels moyens pour réussir leurs études.

Ce mouvement qui se développe, l'UNEF y a largement contribué.  
Avec son 76ème Congrès, notre syndicat s'est fixé de nouvelles ambitions pour être toujours mieux un syndicat utile aux étudiant(e)s, utile pour défendre leurs droits et en conquérir de nouveaux et tout de suite ; un syndicat utile pour que le mouvement étudiant soit victorieux.

# PARTIE - I

## Comment les différents gouvernements ont-ils répondu à la massification ?

### 1- SITUATION SOCIALE

Aujourd'hui un constat s'impose dans l'enseignement supérieur. La population étudiante globale connaît une croissance remarquable. Il y avait 1,2 millions d'étudiant(e)s en 1980 ; 1,6 millions en 1990. En 1993, il y a 2 040.000 étudiant(e)s. La répartition entre les différentes filières est la suivante : 1 275.000 à l'université, 94.000 dans les filières sélectives type IUT, 242.000 en STS, 73.000 dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), 80.000 étudiants dans les grandes écoles. Au total, un jeune d'une classe d'âge sur deux passe dans l'enseignement supérieur aujourd'hui. Cette explosion numérique se traduit par une diversité plus grande des filières suivies, des niveaux d'études, des origines sociales des étudiant(e)s et donc par le besoin d'une aide sociale renforcée, par une progression de la féminisation de l'enseignement supérieur (les étudiantes sont majoritaires) même si des inégalités subsistent dans l'accès à certaines filières et la poursuite des études. Enfin, la massification n'a entraîné qu'une démocratisation partielle

#### - CAUSES

Le franchissement du cap des 2 millions d'étudiant(e)s en cette rentrée universitaire symbolise cette massification de l'enseignement supérieur. Celle-ci s'explique par l'explosion des connaissances, l'évolution du travail qui exige un bien plus haut niveau de formation mais aussi par la crise et le chômage massif.

L'augmentation du chômage des jeunes et des cadres, la prolifération d'emplois précaires, fait grandir l'incertitude sur l'avenir et fait grandir en retour la volonté de réussir des études de plus en plus poussées pour s'en sortir. Enfin, il y a une réelle et légitime aspiration à accéder en grand aux savoirs au-delà même de tout objectif professionnel.

C'est tout cela qui pousse par exemple, 46 % des titulaires d'un DUT à poursuivre leurs études. C'est massivement la recherche du diplôme le plus élevé pour accéder à une place la moins précaire possible dans la société.

### 2 - AVEC 2 MILLIONS D'ETUDIANT(E)S, SOMMES-NOUS TROP NOMBREUX ?

Pour l'UNEF, 2 millions d'étudiant(e)s ce sont autant d'aspirations à se former du mieux possible et auxquelles il faut répondre. Cela constitue un potentiel énorme pour le développement du savoir et de sa diffusion.

C'est une source d'augmentation considérable de la qualification du travail. C'est un potentiel de création accru. Plus d'étudiant(e)s chercheur(es) dans tous les domaines, c'est plus de progrès des connaissances, plus de réponses nouvelles aux problèmes d'aujourd'hui, plus d'innovations.

Permettre à plus d'étudiant(e)s de travailler dans des laboratoires de recherche, c'est permettre le développement des sciences avec toutes les retombées que l'on peut imaginer. Par exemple, pour gagner la course de vitesse contre la maladie du sida, la multiplication des équipes de recherche constitue un élément essentiel.

### 3 - RIEN N'EST DU AU HASARD !

Autant de projets, autant de mauvais coups. Les gouvernements successifs ont délibérément fait le choix de répondre à l'accroissement de la demande sociale de formation par des blocages. Que ce soit directement en favorisant la sélection, et l'interdiction de poursuites d'études, ou indirectement avec une asphyxie financière des facs et la création de nouvelles structures d'enseignement limitant l'accès aux connaissances.

La liste est longue des projets néfastes. Savary (contrat Etat/Région de la loi Savary), Valade et les collègues universitaires (proposition d'années toutes diplômantes).

Devaquet et la sélection par le fric, Jospin et le CEU (qui aurait permis d'éliminer nombre d'étudiants à la fin de la première année), le plan université-2000 et la contractualisation qui consacre le désengagement de l'Etat.

Les mesures Ravel et Lang, la sectorisation, c'est toujours la même logique. Néanmoins ils n'ont pas réussi à nous appliquer leur politique. Par toutes les brèches, les jeunes s'engouffrent à l'université, exigent de voir leur droit à la formation respecté et la massification se fait.

Pourtant, nous prenons des coups, nos conditions d'études et nos situations sociales s'aggravent et le gouvernement ne renonce pas. Aujourd'hui, Fillon va encore plus loin, il s'évertue à limiter l'accès à l'enseignement supérieur. Il tente de casser le cadre national de l'enseignement, il aggrave le désengagement de l'état.

### LES 4 AXES DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

#### 1 - Financier avec le désengagement de l'état

La mise en place de cette politique passe en tout premier lieu par l'asphyxie budgétaire. Dès 1990 avec le plan université-2000, la contractualisation sous couvert de liberté institue un véritable chantage auprès des universités sur qui repose la tâche de gérer la pénurie, le mécontentement étudiant et la mission, cynique, de trouver d'autres financements. En effet, chaque université doit négocier son contrat avec l'état, en concertation avec les collectivités locales. Le conseil d'administration de l'université élabore un projet d'établissement, définissant ses objectifs pédagogiques et déterminant les moyens de les mettre en oeuvre.

Ce projet est négocié avec la direction des enseignements supérieurs au ministère de l'éducation nationale, qui signe le contrat quand elle l'estime conforme aux exigences de l'Etat. Le contrat a une durée de 4 ans, et il engage l'Etat à financer 80 % du budget de l'université. Pour trouver les 20 % restants, chaque établissement doit faire appel aux collectivités locales ou aux entreprises ! Par ce biais, elles peuvent influencer sur le contenu des formations, en privilégiant le financement de certaines filières par rapport aux autres. Ainsi les universités ne sont plus tout à fait indépendantes dans leur choix pédagogique puisqu'elles sont astreintes à se plier aux priorités des entreprises.

L'enseignement supérieur risque donc d'être soumis aux critères de rentabilité dans le développement des filières.

Pour le ministère de l'éducation nationale, la contractualisation est un moyen de faire pression sur les universités afin de leur faire accepter certaines de ses directives. En effet, si l'état ne signe pas le contrat, il n'assure pas sa part de financement. C'est aussi un moyen d'économiser puisque l'Etat ne finance plus à 100 % le budget des universités. Ce sont surtout les collectivités locales qui ont été mises à contribution dans ce partenariat. Pour 1992, l'Etat avait prévu un engagement financier de ces dernières de l'ordre de 7 milliards de francs. Surprise, ce sont finalement 16 milliards de francs qu'elles ont apporté, soit la moitié du budget national pour les universités !

La contractualisation permet aux universités de créer des diplômes spécifiques, adaptés aux désirs des entreprises locales. On ouvre la porte ainsi à l'apparition de décalages entre les établissements. En effet, il se peut que des diplômes trop spécialisés ne soient pas reconnus nationalement, ou bien que le même diplôme n'ait pas la même valeur s'il a été obtenu dans telle ou telle université.

Ces décalages entre les établissements sont aussi favorisés par l'introduction d'un financement inégal. Toutes les universités ne sont pas assurées de trouver un "sponsor" qui leur permette de boucler leur budget. La preuve par Pasqua, l'université privée Léonard de Vinci reçoit du département 1,2 milliards et Paris X-Nanterre ... 0 franc !!

Enfin, pour couronner le tout, le Plan Université-2000 légalise les inégalités entre les établissements en créant 3 statuts différents : d'abord, il veut favoriser l'apparition de pôles universitaires européens, donnant accès à des diplômes d'élite, rénovés. Ce label est pour l'instant accordé aux pôles régionaux suivants : Lille, Nancy-Strasbourg, Grenoble, Montpellier, Toulouse, en projet pour Bordeaux, Lyon, Marseille, Rennes et Nantes.

On conserve ensuite quelques universités dont les diplômes seraient reconnus nationalement, et l'on favorise le développement d'universités à vocation locale, dont le financement et les priorités dépendraient des entreprises locales, et dont les diplômes n'auraient qu'une valeur régionale. C'est le risque que courent en priorité les "Nouvelles Universités". Créées dans un souci de désengorgement des pôles universitaires saturés, ces universités ont la possibilité de déroger à de nombreuses règles nationales dans leur fonctionnement (ex : représentation étudiante). Elles contribuent ainsi à la déréglementation de l'enseignement supérieur dans une logique libérale. Il existe actuellement 7 universités nouvelles : 4 en région parisienne : Evry, Cergy, St Quentin, Marne la Vallée, 2 dans le Nord-Pas de Calais : Dunkerque-Calais-Boulogne et Arras-Lens-Béthune, 1 dans l'Ouest à la Rochelle. Enfin, modèle du genre poussé à son extrême, signalons la création des universités privées parmi lesquelles la désormais célèbre "Université-Pasqua" dans les Hauts de Seine.

Fillon accélère ce processus en amputant de 200 millions le budget des universités et tente d'en finir avec la loi Savary de 1984 qui a au moins le mérite de régir les universités selon un cadre national précis. Il programme ainsi la libération des droits d'inscription, accélère le processus d'une université à plusieurs vitesses et va jusqu'à remettre en cause les structures démocratiques de l'université.

Dans le même temps, avec la tentative d'abrogation de la loi Falloux, une volonté analogue manifeste. Il s'agit d'anémier le service public en autorisant les collectivités territoriales à financer les établissements privés au moins autant que les établissements publics !

L'UNEF se déclare pour l'arrêt du schéma Université-2000. Nous exigeons le maintien du cadre exclusivement public et national du financement et des diplômes, le réengagement financier de l'Etat, l'accroissement et le développement des fonds en provenance des taxes d'apprentissage et professionnelles, ainsi que la création d'une taxe sur les capitaux et les revenus des entreprises en direction de l'Enseignement Supérieur.

#### 2 - Pédagogique, c'est la volonté de démanteler certaines formations, d'adapter les autres.

Les gouvernements successifs ont oeuvré à adapter le contenu de nos formations à l'asphyxie budgétaire et aux exigences du patronat. C'est le processus des rénovations pédagogiques qui touche les filières et tous les cycles.

Outre la volonté d'accueillir plus d'étudiant(e)s tout en réduisant les moyens qu'on y consacre, il s'agit de remodeler totalement les formations, d'orienter le plus de monde possible vers les filières professionnalisées, de "secondariser" les DEUG en y diminuant la part d'enseignement fondamental etc...

C'est cette logique qui a animé le projet Jospin. Projet qui a donné lieu au plus grand mouvement étudiant depuis Devaquet.

L'UNEF a été partie prenante du mouvement au cours duquel les étudiant(e)s ont créé un rapport de force suffisant pour remporter une victoire et gagner le retrait de la réforme. J. Lang a repris ce projet d'une manière beaucoup moins ambitieuse, en cédant sur des revendications étudiantes (TD de Langues, info, volume horaire minimum) : mais il n'en conserve pas moins une logique néfaste en particulier en s'inscrivant dans le cadre de la contractualisation sans céder sur les moyens nécessaires pour l'application de ces mesures positives.

Avec le projet Fillon, la nouvelle majorité a marqué sa volonté d'aller encore plus loin et plus vite, en démantelant totalement le cadre de nos formations. Tous les secteurs de l'Enseignement Supérieur sont touchés par ces politiques. Ainsi, la création des IUP et la réforme des IUT entrent dans cette logique : offrir une main d'oeuvre corvéable à merci et bon marché, à qui l'on refuse le droit de poursuivre des études.

La réforme des premiers et seconds cycles s'accompagne de l'orientation d'une bonne partie des étudiant(e)s vers des filières courtes axées de façon étroite sur la professionnalisation. De plus il est légitime de craindre la marginalisation de filières jugées non rentables, Sciences Humaines, Langue, Arts...

De plus, la professionnalisation telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, ne répond souvent qu'à des objectifs de courte vue. Tout d'abord, elle tend à négliger deux des éléments qui constituent à notre sens la mission de l'Université, à savoir : la formation d'un esprit critique et l'élaboration du savoir à travers la recherche. En outre, cette professionnalisation ne répond pas au besoin que nous ressentons d'une véritable "formation qualifiante", c'est à dire qui permette de disposer des outils nécessaires à l'acquisition des connaissances indispensables à l'exercice de tel ou tel emploi. Cela est très différent de ces formations très pointues actuelles qui se révéleront fatalement obsolètes très rapidement et ne permettent aucune adaptation aux évolutions.

D'autre part, les diplômes délivrés par les IUP et BTS ont un certain caractère régional et ne sont inscrits dans aucune grille nationale de qualification. d'où l'impossibilité pour un étudiant en IUP de revendiquer un barème salarial.

L'adaptation étroite des IUP aux besoins du patronat est aussi un danger, avec le fait que cela limite l'accès aux connaissances et que d'autre part leurs prévisions sont souvent caduques dans les 2 à 4 ans.

#### - Les examens

L'arrêté de la réforme Lang précise au chapitre 4 que "tout étudiant a droit à deux sessions de contrôle des connaissances par an", et de plus, "sous réserve de dispositions particulières, l'intervalle entre ces deux sessions ne peut être inférieur à deux mois".

Alors, si ces deux sessions sont, comme il était courant jusqu'à présent, celles de janvier et de juin, rien ne garantit le maintien d'une session de rattrapage en septembre. Cet article est trop flou pour être honnête. Il semble instaurer une déréglementation en matière d'examen.

#### - La spécificité des études de 3ème cycle

Les études de 3ème cycle (DEA, DESS, Thèses) sont en voie de "massification" : près de 35 % des diplômés choisissent de poursuivre leurs études à l'issue du second cycle aujourd'hui (contre moins de 10 % en 1970).

Le premier problème auquel est confronté l'aspirant en 3ème cycle est celui de la sélection, qui s'effectue sur des critères on ne peut plus flous, et disons-le, où l'enseignant et le piston règnent en maîtres. Cette sélection ne répond pas à une logique de niveau, mais à une logique type numerus clausus : nombre de places en thèses (nombre de directeurs de recherche) pour le DEA et numerus clausus professionnel pour le DESS.

Le second obstacle de l'étudiant(e)-chercheur concerne l'aide sociale. Le budget pour les allocations de recherche a baissé de 3,1 % en 1993. les problèmes sont multiples, que ce soit pour l'allocation de recherche (AR) ou celle de 3ème cycle (18.640 frs par an pour les DESS et DEA) : Sélection arbitraire sur des critères le plus souvent non sociaux, faiblesse du montant et du nombre de ces aides etc...

Une des particularités du 3ème cycle est la disparité des ressources financières dont disposent les différentes formations. L'écart entre filières "rentables" et "non rentables" est encore plus criant qu'ailleurs. A cela s'ajoute la prédilection pour les DESS lors du partage des budgets (professionnalisation oblige) et les inégalités entre laboratoires (rattachés au CNRS ou pas). Cela pousse un grand nombre de laboratoires à se tourner aujourd'hui vers des investisseurs privés. Or, le budget 93 concernant la recherche a baissé de 16,6 % par rapport à 1992.

#### - Les IUFM :

Les IUFM, créés il y a deux ans, ont comblé une importante carence du système universitaire en matière de formation des futurs enseignants. Pourtant la situation des candidats aux concours du primaire s'est considérablement dégradé (la formation n'étant plus rémunérée sauf pour quelques allocataires). De plus, le nombre d'allocataires pour les candidats au CAPES est largement insuffisant face aux besoins en enseignants. Les allocataires sont utilisés comme "bouche-trou" au détriment de leur nécessaire formation pédagogique et disciplinaire.

#### - Les BTS - IUT :

Plus de 30 % des étudiants de 1er cycle sont en IUT et BTS.

En BTS, le statut d'étudiant n'est pas reconnu, entraînant un accès difficile voire impossible aux cité-U, resto-U...

Les étudiants en BTS, dont le droit d'expression est inexistant, sont soumis à un autoritarisme primaire des administrations. Le développement des BTS privés financés par les entreprises, se fait au détriment du BTS public. Les étudiants en IUT voient remis en cause leur droit à poursuivre des études au-delà du DUT. Des exigences grandissent dans ces filières tant sur le contenu des stages (lien avec la formation suivie), que la rémunération de ceux-ci, car productifs pour l'entreprise.

#### 3 - Social, en dévoyant les CROUS

La massification de l'Université correspond également à l'arrivée d'une population étudiante d'origine sociale plus modeste, pour qui le coût des études est une charge lourde à assumer.

Dans ce cadre, l'exigence d'une aide sociale de qualité est de plus en plus forte. Répondre à cette exigence, c'est permettre à un plus grand nombre d'étudiant(e)s de poursuivre et de réussir leurs études. C'est un des moyens et une des conditions sine qua non pour lutter contre l'échec qui pousse près de 50 % des étudiant(e)s à abandonner leurs études. Le recours aux petits boulots, de manière de plus en plus massive, la précarisation des conditions de vie de l'étudiant, sont des raisons essentielles

de l'allongement du temps nécessaire à l'obtention d'un diplôme (entre 3 et 4 années en moyenne, pour obtenir un Deug). Les besoins en terme d'aide sociale sont si énormes que les ministres successifs sont dans l'obligation de le reconnaître.

Bourse ? Jospin estimait en 91 à 600.000 le nombre d'étudiant(e)s qui en avaient besoin.

Cité-U ? Le CNOUS reconnaît qu'il faut construire plus de 100.000 chambres.

Transports ? Jospin, Lang et Fillon sont d'accord sur un point : la réduction de 50 % pour les étudiant(e)s sur la carte-orange est légitime !

Si l'on peut être d'accord sur le constat, tout, par contre, doit être fait pour rejeter leurs réponses, qui peuvent se résumer en un mot : "rentabilisons"!

Avec une demande de 250.000 chambres universitaires (pour 130.000 places), 312.000 boursiers (pour 500.000 à 600.000 demandes) et 70 millions de repas distribués par an, l'aide sociale est un véritable enjeu, un "marché" qui attise les convoitises. Bouygues, BNP, Caisse d'Epargne... autant de partenaires avant tout motivés par le profit plutôt que par l'aide sociale.

C'est le lancement en 91 des prêts d'études garantis par l'Etat en lieu et place des bourses, véritable fiasco (64 prêts contractés sur 400.000 escomptés), que Fillon veut renouveler avec les prêts régionaux. C'est la création des cités-U privées.

C'est la mise en place d'une santé à plusieurs vitesses avec l'explosion de la cotisation à la sécurité sociale et la mercantilisation totale de la MNEF. Celle-ci, après avoir institué la tarification multiple, a prôné les prêts bancaires, les cités privées et les tickets de resto à la place de véritables resto-U. Que sont devenus les principes mutualistes de solidarité qui ont prévalu à la création de la MNEF ?

Au lieu de répondre au besoin de justice sociale, les différents gouvernements ont préféré les solutions "économiques" à courte vue. Résultat, l'injustice sociale et l'exclusion sévissent dans nos cours. C'est d'une toute autre logique dont nous avons besoin pour réussir nos études.

#### 4 - Une citoyenneté bafouée

Quand les étudiant(e)s aspirent à beaucoup plus de démocratie, de débat, d'esprit critique, on continue à les ignorer, à considérer leur avis comme négligeable. Combien d'entre-nous peuvent s'exprimer sur le devenir universitaire ? Combien, se heurtent à un mur quand ils ont une analyse différente du prof ? Combien, ne trouvent pas les moyens de s'exprimer quand ils contestent une note ?

Les gouvernements et les différentes administrations continuent dans leur volonté de réduire le niveau des luttes et l'expression du mécontentement, et tentent de bâillonner les étudiant(e)s.

Ils s'en prennent même aux structures démocratiques de l'université ! De la préparation et du déroulement des élections universitaires, à la représentation effective étudiante dans les conseils, tout est fait pour minimiser l'importance de l'enjeu. Mais ça ne leur suffit pas : ainsi les universités nouvelles ont-elles adopté des statuts dérogatoires réduisant au strict minimum la place des élus étudiant(e)s. A Evry, il a fallu se battre pour que des élections aient lieu : ce n'est pas un hasard si l'un des aspects essentiels de l'ex loi Fillon étendait cette possibilité à toutes les universités. Etre bâillonnés, ça, nous ne l'accepterons jamais !

Enfin, que dire du sort réservé aux étudiant(e)s étrangers ? Confrontés à une situation précaire et parfois à une interdiction de pouvoir s'organiser ou de participer à des luttes, tout est fait pour les cantonner dans une situation d'étudiant(e)s sans droits exclus de la vie universitaire.

## PARTIE - II

### DU DOUTE A LA COLERE, UN ETAT D'ESPRIT CONTRADICTOIRE DES ETUDIANT(E)S.

L'image d'épinal de l'étudiant marginal et privilégié est révolue.

2 millions d'étudiant(e)s, cela crée une grande diversité. Pour autant, cette diversité ne gomme pas tout ce que nous avons en commun.

Nous sommes tous victimes des mauvais coups. Nous sommes tous inquiets pour l'avenir et nous avons tous la même aspiration à vouloir réussir nos études.

#### 1) Un état d'esprit contradictoire

Aujourd'hui, la volonté de s'en sortir est accompagnée d'un fort sentiment de ras-le-bol. En témoignent les luttes sur l'ALS et sur les conditions de vie et d'études. De nombreuses manifestations ont déjà eu lieu qui témoignent de la colère et de la disponibilité des étudiants.

Les étudiant(e)s ont beaucoup d'interrogations et notamment quant à leur avenir. Celles-ci provoquent colère et parfois doute. Nous en connaissons les signes comme par exemple le fait de se décourager face aux conditions d'études, aux amphis surchargés, comme par exemple le fait d'arriver une demi heure à l'avance en cours pour ne pas être assis par terre.

Ils sont nombreux à se poser la question de leur engagement dans l'action, de savoir si ça va changer les choses, et si il y a des solutions ? Le fait qu'ils se posent cette question c'est un point d'appui pour les aider à agir.

Comment les aider autrement qu'en réagissant dès que le problème se pose : c'est cela agir au plus près des étudiants, dans leur filière, dans leur amphitheâtre, dans leur TD. Tout en étant capable de bien articuler les problèmes locaux et leurs conséquences nationales pour construire le rapport de force qui seul peut nous permettre de gagner.

#### Des luttes démocratiques :

Ils veulent décider de ce qu'il faudra faire, tant au niveau de leur action qu'au niveau des projets gouvernementaux. Sur chaque problème concret qui les concerne, ils ont un avis, des propositions à formuler. C'est une donnée majeure et grandissante : ils veulent décider et être maîtres de toute la lutte. Ils refusent tout projet ou action qui se ferait sans eux et donc contre eux.

Développer les formes d'auto organisation dans les luttes est la seule garantie d'un contrôle démocratique des mouvements par les étudiant(e)s en lutte. C'est aussi le meilleur moyen de les faire adhérer au syndicat et de leur faire prendre conscience de l'utilité et de la nécessité de l'action collective.

Cela implique à chaque moment de promouvoir toutes les formes d'organisations démocratiques de la lutte et d'oeuvrer sans cesse à la prise de décisions par les étudiant(e)s.

L'UNEF doit être une force de proposition et d'animation qui doit oeuvrer au rassemblement du plus grand nombre des étudiant(e)s et à leur service, à l'aboutissement de leurs revendications.

Comme lors de chaque mobilisation (réforme Jospin, ou plus récemment batailles budgétaires) nous devons aider à la diffusion des informations et susciter l'organisation du milieu dans des structures d'auto organisation (assemblées générales, comités de grèves, coordinations avec éléction de délégué(e)s). Nous ne devons pas nous y diluer, mais y faire des propositions susceptibles de faire évoluer et d'étendre toujours plus la mobilisation.

## 2) Une volonté de plus en plus marquée de participer :

Cela s'exprime notamment par le besoin de s'organiser afin de faire respecter leurs droits à l'endroit où ils vivent et étudient, à l'image des milliers de bachelier(e)s qui se sont organisés pour arracher leur place en fac.

Cela s'exprime par la forte poussée de la participation étudiante aux élections universitaires (+ 50 %). Si les étudiant(e)s sentent que cela peut peser sur la vie de leur université alors ils utilisent les élections comme un outil de la lutte.

Ainsi, les étudiants de Lyon III, par exemple, ont massivement utilisé le vote UNEF pour qu'aucun représentant de l'UNI ne soit élu.

Mesurer l'état d'esprit contradictoire des étudiant(e)s c'est aussi mesurer pour l'UNEF, les gestes qu'il faut faire pour être encore mieux l'outil utile aux étudiant(e)s dans leur vie quotidienne. La nécessité d'une riposte plus à la hauteur, exige de poursuivre et d'amplifier nos efforts pour être des syndicalistes.

## 3) Mieux être le syndicat de tous les étudiants :

### a - plus à l'écoute.

Nous avons fait un choix : celui d'une UNEF originale, à l'écoute des étudiants, et qui décide avec eux de l'ensemble des questions, analyse des problèmes, des projets : revendications, formes d'actions, représentants dans les délégations, les coordinations...

Et avons-nous eu raison de faire ce choix ?

Certainement, nos luttes ont été plus justes, plus démocratiques et plus efficaces ! L'UNEF en est sortie renforcée : c'est un syndicat qui vit, qui se développe, qui compte de plus en plus dans le rapport de force, qui devient un repère pour des milliers d'étudiant(e)s

### b - Plus solidaire.

Cependant aujourd'hui on assiste à la remise en cause de l'ensemble de nos acquis. Aussi, être étudiant(e)s organisé(e)s à l'UNEF, nous avons une responsabilité plus grande que jamais !

Dans des dizaines d'endroits, notre intervention va être déterminante. Des gestes simples peuvent être faits pour encourager les étudiant(e)s. Etre là lorsqu'ils prennent des mauvais coups : initiative du copain de l'UNEF et de l'association pour que la voisine d'amphi ne se décourage pas, n'abandonne pas pour obtenir le dédoublement du TD, s'emparer de la rénovation pédagogique, arracher des bourses supplémentaires, de nouvelles places en cité-U. Par notre intervention nous pouvons faire reculer le renoncement et faire la démonstration qu'ensemble on peut gagner.

Face aux coups qui nous sont portés, il nous faut être, avec les étudiant(e)s, dans nos amphis, nos cités-U, pour qu'ils deviennent les lieux d'une nouvelle fraternité, d'une nouvelle solidarité, pour repousser le repli sur soi, l'abandon, l'échec.

### c - Plus unitaire.

Nous ne prétendons pas avoir le monopole revendicatif dans nos universités : associations, syndicats, organisations politiques interviennent aussi sur le campus. C'est souvent un plus dans la lutte. Ainsi, quand l'UNEF Paris 8 décide d'intervenir dans chaque association pour mobiliser les étudiants de la filière contre l'expulsion d'un étudiant étranger, elle renforce l'action. Quand elle élargit le mouvement en y associant SOS Racisme, Le MRAP, la FASTI, certains élus locaux, des profs, des intellectuels, cela compte dans le rapport de force, cela compte pour gagner.

Dans la dernière période, de par son attitude d'ouverture et offensive, l'UNEF a pris toute sa place dans le développement des luttes et des convergences.

Cette volonté d'oeuvrer au rassemblement de tous trouve aussi comme traduction de l'UNEF d'oeuvrer à l'unité syndicale.

Il ne s'agit pas de gommer nos différences avec les autres associations ou organisations syndicales, au premier rang desquelles se trouve l'Unef-ID, mais bien au contraire, de mettre en avant ce sur quoi nous sommes d'accord pour essayer de faire des choses ensemble. Si nous ne partageons pas l'analyse que fait l'Unef-ID du PSE, par contre, nous sommes au coude à coude pour faire respecter nos droits, tant sur l'ALS que sur le droit aux études et l'exigence de crédits d'urgences.

C'est le sens de la rencontre mardi 9 novembre 1993 des délégations des deux Bureaux Nationaux de l'UNEF et de l'Unef-ID. Rencontre historique. C'est la première fois depuis la scission de 1971 que l'UNEF et l'Unef-ID ou les organisations dont elles sont les héritières se rencontraient.

Mesurons bien que lorsque nous discutons avec l'Unef-ID, ce n'est pas pour décider à la place des étudiant(e)s, mais voir comment ensemble on peut aider au développement des luttes et des convergences.

Quand nous discutons avec les étudiant(e)s nous jouons cartes sur table. Nous apportons nos exigences en tant qu'étudiant(e)s, notre expérience, nous nous mettons au service des étudiant(e)s, sans faire sans eux.

Dans nos amphis comme sur le plan national, c'est cela qui nous guide. Comme lors de la période difficile entre les examens et les vacances où l'UNEF, avec 15 organisations syndicales de la communauté universitaire, unissaient leurs efforts pour dénoncer le projet Fillon. 15 C.A d'universités adoptaient la même attitude. Face à cette mobilisation naissante et après le rejet du conseil constitutionnel, Fillon préfère ranger sa copie et attendre 1995.

Une UNEF plus unitaire, qui bannit tout préjugé.

C'est bien la voie pour permettre à la riposte des étudiant(e)s de grandir et prendre de la force.

### d - Plus prompte à agir pour réagir.

Notre avenir n'attend pas, et c'est maintenant que nous voulons réussir nos études. Nous ne voulons plus banaliser ce que nous subissons, alors soyons plus déterminés pour prendre l'initiative, intervenir et agir. Certaines revendications sont ultra-majoritaires chez les étudiant(e)s : obtenir les 50 % sur les transports, mensualiser les bourses... L'UNEF doit nous permettre de faire respecter tout de suite ces droits !

## PARTIE - III

Il est des signes qui ne trompent pas, par le rôle nouveau qu'elle a joué pour aider à la convergence des luttes au plan local et national, l'UNEF a gagné en crédibilité. Et notamment par les progrès sur notre pratique syndicale sur l'intervention de l'UNEF et de ses adhérent(e)s, là où sont les étudiant(e)s, dans les UFR, les filières, les amphis.

Cela nous a permis d'être mieux en capacité d'intervenir au quotidien au plus près des étudiant(e)s, par un développement de nos associations. Progrès donc, de l'action en bas avec souvent des victoires à la clé, comme les milliers de places en fac arrachées avec la campagne SOS-Inscription.

Première victoire aussi avec la prime de transport de 900 frs accordée aux boursier(e)s de la région parisienne. Victoire aussi du mouvement étudiant qui a imposé dans certaines académies la mensualisation des bourses.

Enfin, on ne compte plus le nombre d'universités où la détermination de l'UNEF et des étudiant(e)s a permis de faire reculer les droits illicites.

### QUELS NOUVEAUX PROGRES POUR L'UNEF ?

Etudiant(e)s, quand tout est fait pour nier nos aspirations, pour nous faire accepter les projets du gouvernement, ou nous faire renoncer à étudier, nous avons besoin d'un syndicat utile pour nous défendre. Utile pour ne pas rester seul, utile pour que de l'amphi jusqu'au plan national il nous donne la force de faire entendre nos revendications.

Une telle UNEF ne se fera pas sans devenir la propriété de toujours plus d'étudiant(e)s, au premier rang desquels les adhérent(e)s.

#### 1 - L'UNEF c'est d'abord l'adhérent(e) :

Décider de se syndiquer est un acte majeur. Aucun(e) étudiant(e) n'est à l'UNEF par hasard. Chacun y est avec sa sensibilité, ses idées, ses aspirations... C'est tout cela qui fait la diversité et donc la force de l'UNEF. Notre syndicat est riche de l'apport de chacun. pourtant nous n'en profitons pas assez en laissant parfois des copains de côté.

Bannir de notre pratique la délégation de pouvoir, c'est avoir le souci de susciter l'intervention de tous et de chacun, d'avoir le souci de permettre à chaque adhérent(e) de s'exprimer, l'écouter, et prendre en compte ses idées et ses propositions afin que tous ensemble nous nous donnions les moyens de la riposte.

Les adhérent(e)s de l'UNEF sont la richesse du syndicat pour démultiplier et enrichir son intervention. Dès lors que nous faisons le pari d'être utiles à tous, il s'agit pour nous d'être au plus près des adhérent(e)s, des étudiant(e)s et de leurs problèmes.

Comment y parvenir sans porter effort sur la vie de nos associations ?

#### 2 - L'association : le meilleur lieu pour lutter et s'organiser !

La politique universitaire nous la vivons dans nos TD, nos amphis, nos facs, nos cités et c'est là que nous devons compter si nous voulons gagner. C'est là qu'il nous faut être toujours plus à l'offensive car c'est là que l'on peut faire respecter nos droits, et en gagner de nouveaux.



Ainsi agir au plus près des étudiant(e)s c'est par exemple par l'association de Sciences et par personne d'autres, gagner la gratuité des photocopies de la filière.

L'association est le cadre le plus approprié pour connaître précisément les problèmes, intervenir, débattre avec les étudiant(e)s, se mettre à leur service pour intervenir au plus vite.

L'association permet de s'unir quand tout est fait pour nous diviser, elle permet de créer des liens de solidarité dans la filière... C'est cela l'association utile pour se défendre et réussir ses études.

#### - Une UNEF avec plus d'adhérent(e)s

Développer l'association pour répondre à ces attentes entraîne le besoin d'être toujours plus nombreux. Quand les coups sont si durs, quand poursuivre ses études est comparable à une course d'obstacles, alors, tous ceux qui souffrent de cette situation ont leur place à l'UNEF. Proposons-leur de nous rejoindre et personne d'autre que les adhérents de l'UNEF au coeur de leurs cours, TD, de leur filière ne pourra mieux poser cette question de l'adhésion à l'association de la filière, aux étudiant(e)s de leur amphi.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas assez nombreux à l'UNEF, c'est pourtant l'une des conditions incontournables pour développer une riposte d'ampleur, défendre nos droits. Nous avons besoin de poser la question en termes simples.

Nous subissons tous la même situation dans nos TD, nos amphis, nos facs, nos cités-U ; donc de plus en plus l'appartenance à l'UNEF doit constituer le plus petit dénominateur commun face aux coups qui pleuvent. Et cela sans aucun autre préalable que celui d'être pris en compte là où nous étudions pour faire respecter nos droits, en gagner de nouveaux.

Cette question de l'adhésion, posons-la à notre voisin de TD. Donnons-lui les moyens de la poser à son tour. C'est en procédant ainsi que l'UNEF deviendra majoritaire dans notre cours, notre filière, puis notre fac. C'est ainsi que nous en ferons l'affaire de tous nos adhérent(e)s et que nous serons à même de devenir l'organisation de masse qui permette de gagner.

#### - Une UNEF plus autonome :

Parce que nous voulons développer notre activité. Parce que nous voulons aider le mouvement à gagner ; nous avons besoin d'argent pour faire vivre les luttes.

Tracts, pétitions, affiches, tout le matériel nécessaire à notre action, tout cela coûte cher. Aussi cette question de la trésorerie est posée à chaque adhérent, chaque association.

Si chaque adhérent(e) veut que son association UNEF lui soit utile, qu'il puisse être informé, aidé, alors proposons-lui de participer au financement de son syndicat en payant sa cotisation. C'est un élément constitutif de la vie démocratique de l'UNEF puisque la cotisation permet aux adhérents d'être pleinement propriétaires du syndicat.

Sans compter qu'être autonome financièrement, c'est être indépendant et souverain de toutes nos décisions d'actions. Progresser sur la cotisation doit aller de pair avec un progrès sur les collectes, les demandes de subvention. Collecte auprès des étudiant(e)s, dans l'amphi ou le TD, auprès des profs, du personnel ATOSS.

#### - Des élu(e)s pour développer l'action :

Nous avons besoin d'élu(e)s qui, avec leur association, informent et alertent en permanence les adhérent(e)s de l'UNEF, les étudiant(e)s de la filière sur les projets des administrations universitaires, ou sur la mise en place de ceux du gouvernement.

Nous en avons besoin pour permettre que chaque amphi s'empare de la lutte. Tenir une table devant un amphi pour préparer le conseil et recenser les réclamations des étudiant(e)s, leur faire un compte-rendu de la réunion, c'est ce qu'il nous faut pour être toujours plus à l'offensive. L'utilité des élu(e)s et donc l'utilité du vote, se situe dans l'action avec l'association UNEF et les étudiant(e)s.

Nos premiers progrès sur cette question montrent que c'est en portant l'effort dans le sens d'élus proches des étudiant(e)s et de leurs revendications, que la participation aux élections peut continuer à progresser car nous ne pouvons pas nous contenter du nombre actuel de votants. D'ailleurs nous le remarquons tous quand les élections se déroulent en même temps que des luttes revendicatives, les étudiant(e)s participent plus au vote et même sont plus nombreux à se syndiquer.

Et pour aider chaque élu(e) dans son mandat, nous pouvons proposer à un copain du Bureau d'AGE ou de l'association d'être "responsable aux élu(e)s" pour qu'ils reçoivent tous le Bulletin de Liaison des Elu(e)s (BLE) et échangent leurs expériences.

#### - Des responsables de l'UNEF sensibles et combatifs :

Dès lors que nous faisons de nos associations le lieu privilégié de la riposte, nous avons besoin de responsables qui, de l'association au Bureau National, soient encore plus à l'écoute de tous nos adhérent(e)s ; qu'ils mettent tout en oeuvre pour que chacun prenne sa place, puisse donner son avis et décide sur toutes les questions, notamment en leur donnant des informations sur le fonctionnement des universités et de notre organisation.

Des responsables plus sensibles aux injustices, plus prompts à réagir, rassembleurs et unitaires.

Mieux jouer son rôle de responsable c'est toujours mieux aider nos associations à vivre.

De ce point de vue, nous devons développer des suivis d'association par les bureaux d'AGE, des suivis plus réguliers pour obtenir une permanence de notre activité. Cela signifie donc de veiller à la tenue des réunions, à l'aide concrète pour réaliser une convocation, pour aider à organiser l'action quand il faut réagir.

Le bureau d'AGE ne voit pas son rôle amoindri, bien au contraire, il doit non seulement rester une force de proposition, d'initiative, d'imagination, mais de plus, coordonner les différentes actions des assocs, aider à faire avancer le débat, la réflexion, la pratique à partir des problèmes concrets pour bien faire mesurer les liens entre ces problèmes et la politique qui nous est infligée. Il nous faudrait aussi réfléchir à la mise en place de véritables collectifs d'AGE afin que toutes les associations avancent ensemble.

Ce sont les mêmes soucis qui doivent présider sur le plan de l'Union Nationale.

#### 3 - Une Union Nationale pour donner de la force aux actions et revendications d'associations, AGE et étudiant(e)s.

L'Union Nationale regroupe toutes les associations et les groupes d'associations (AGE) qui ont la volonté de se mettre au service des étudiant(e)s pour défendre leurs droits et en conquérir de nouveaux.

Aider au développement des batailles sur chaque fac, les faire converger en lutte nationale, impulser, prendre des initiatives pour que les étudiant(e)s ripostent tous ensemble nationalement aux attaques du gouvernement, voilà ce que doit être encore plus l'Union Nationale.

Dans le même temps, elle doit s'appliquer à faire vivre dans la vie de notre organisation l'orientation syndicale définie au congrès, donner des éléments d'analyse à chaque AGE, faire avancer la réflexion, et notre pratique syndicale.

Pour se faire, l'Union Nationale a un rôle important à jouer. Pour que l'Union Nationale prenne des initiatives toujours mieux en phase avec les attentes des étudiant(e)s pour se défendre, elle a besoin que les dirigeant(e)s qui la compose soient en lien étroit et direct avec les associations et leurs activités.

Pour mieux aider les AGE, le Bureau National et ses commissions de travail, fournissent du matériel, prennent des initiatives de campagne nationale, doivent progresser quant au bulletin interne de l'UNEF, quant à la circulation des informations pour favoriser l'échange et améliorer l'efficacité du syndicat.

Parmi le matériel qu'elle met à disposition des AGE, il y a notamment le Nouveau Campus qui permet l'échange d'expériences, d'informations au service du développement de l'action.

Faire vivre l'Union Nationale est donc un enjeu. Cela passe par permettre que tous les dirigeant(e)s qui la compose puissent y apporter, jouer leur rôle.

Pour cela, il nous faut plus de moyens financiers afin d'assurer tout autant la sortie régulière de matériels que les déplacements des suivis, ou la présence aux réunions nationales.

#### 4 - Conquérir de nouveaux droits :

Pour aider le mouvement étudiant à riposter et à conquérir de nouveaux droits, le congrès de l'UNEF, plutôt que de proposer un projet tout ficelé décide, d'une part, de publier dans un proche avenir un "Livre Blanc des étudiant(e)s et de leurs droits" et d'autre part de proposer quelques axes revendicatifs non exhaustifs à mettre en débat et en lutte avec les étudiant(e)s.

##### - Justice sociale :

Si le "statut social étudiant" n'est pas une revendication spontanée des étudiant(e)s, il n'en constitue pas moins un besoin qui s'exprime à travers un grand nombre de revendications sur la justice sociale.

Un statut social étudiant c'est la reconnaissance du fait que les étudiant(e)s constituent une catégorie sociale diverse mais spécifique dans la société, qu'ils ne sont pas les seuls à bénéficier de leur formation, mais qu'ils constituent un investissement pour toute la société, c'est la reconnaissance du droit à la formation pour tous ce qui implique qu'il soit garanti par des droits établissant une véritable égalité des chances, donc avec des mesures d'aide sociale inégalitaires pour corriger les inégalités.

Deux millions d'étudiant(e)s : combien d'entre eux ont besoin d'être aidés, sans quoi, faute de moyens, il seront contraints à tout abandonner ? Comment payer son inscription, ses transports, son logement, ses repas : en travaillant dans le premier Mac'Do venu ? En tirant un trait sur le sport, le ciné, les loisirs ? En contractant un prêt bancaire ?

La bonne solution, nous la connaissons.

Donnons-nous l'ambition que les CROUS retrouvent leur mission première, prodiguer une véritable aide sociale, qui permette à tous les étudiant(e)s de poursuivre et de réussir leurs études. Pour cela, multiplions des actions dans trois directions avec en ligne de mire l'idée de la définition d'un véritable statut étudiant.

L'UNEF exige que les mesures d'urgence promises par le gouvernement dans le Plan Social Etudiant (PSE) pour atteindre 25 % de boursier(e)s, dès cette année, soient tenues. Il faut aller vers le doublement du nombre de bourses ainsi que de leurs montants.

En réévaluant le premier échelon à 15.000 Frs/an et le 5ème échelon à 35.000 Frs/an battons-nous pour la généralisation de leur mensualisation et pour que le 1er versement soit effectif dès la rentrée. Arrachons l'argent du FSU pour les étudiant(e)s les plus défavorisé(e)s, obtenons le maintien des bourses en cas de redoublement et que les prêts d'honneur soient attribués selon des critères sociaux.

De plus en plus, c'est l'argent extorqué aux étudiant(e)s par la commission sociale d'établissement qui abonde vers le FSU, en remplacement du financement de l'Etat.

Nous refusons que les étudiant(e)s financent eux-mêmes leur aide sociale : l'aide sociale, ce n'est pas ça, la commission sociale d'établissement telle qu'elle existe aujourd'hui et le prélèvement de 41 Frs doivent disparaître !

Nous exigeons que l'Etat se réengage dans le financement du FSU.

La proposition du Plan Social Etudiant d'instaurer le demi-tarif sur la carte orange allait dans le bon sens. Les salariés bénéficiant d'un remboursement il ne reste que les étudiant(e)s pour payer le plein tarif. Pour l'UNEF, cette mesure doit être appliquée rapidement et étendue à l'ensemble des transports en commun, ceci au niveau national.

Relance des logements sociaux, rénovation des cités-U existantes pour en faire un véritable lieu de vie, d'échanges, de loisirs et d'études avec tout de suite la construction urgente de 200.000 logements universitaires qui permettraient de répondre aux demandes actuellement insatisfaites.

##### La restauration

La majorité des étudiant(e)s prend assez régulièrement ses repas aux restaurants universitaires, également gérés par les CROUS. Or, le prix du ticket de restau-U est en hausse. Plus précisément, le poids de l'Etat est en baisse dans son fonctionnement. A l'origine, l'Etat finançait 60 % et les étudiant(e)s 40 %, puis 50 % chacun. Aujourd'hui, la balance est devenue défavorable pour les étudiant(e)s. L'UNEF doit donc continuer de revendiquer au moins la parité Etat-Etudiant dans son financement.

##### - Les étudiant(e)s de 3ème cycle :

Les étudiant(e)s chercheurs par leurs travaux participent à la progression du savoir, des connaissances. A ce titre, ils doivent pouvoir toucher une rémunération.

Pour les étudiant(e)s chercheurs nous revendiquons :

- octroi des aides sur critères sociaux en DEA et DESS.
- augmentation du nombre et du montant de ces aides.
- maintien des bourses entre le 2ème et le 3ème cycle,
- octroi sans condition d'une allocation de recherche pour les thésards.

##### - Moyens :

Les barrières sélectives et financières se multiplient, constituant de véritables obstacles à une ouverture en grand de l'université. C'est par exemple la prolifération des droits d'inscription illicites, qui si nous laissons faire, risque bien de se généraliser dans les années à venir.

Pour empêcher toute sélection sociale, il faut aboutir à la gratuité de nos études. Dès à présent, obtenons la suppression de frais illicites et gagnons les 10 % d'exonération des droits d'inscription.

De même, allons jusqu'au bout de la bataille pour un collectif budgétaire, pour obtenir les moyens nécessaires à l'Enseignement Supérieur, en utilisant notamment la carte-pétition pour faire grandir cette exigence nationale. Ce qui aggrave nos conditions d'études et de vie, c'est la pénurie, pourtant, l'argent existe. Cet argent doit créer les conditions d'un véritable service public d'enseignement

supérieur, permettre aux CROUS d'assurer leurs missions. L'investissement de l'Etat doit s'accompagner d'une loi de programmation budgétaire prenant en compte les besoins de la recherche de l'université et de ses différentes composantes.

Ainsi, ne peut-on pas utiliser un des 235 milliards qui ont été consacrés à des pseudo plans-emplois ? Le 1 % patronal pour la formation ne pourrait-il pas être collecté nationalement et réparti ensuite équitablement ? N'est ce pas possible de taxer la spéculation ? De réaffecter l'argent du surarmement pour investir dans la formation ?

#### - Pédagogique :

Afin d'être réellement en mesure de nous adapter aux évolutions de notre société, afin d'être à même d'exercer un esprit critique, nous avons besoin d'une formation générale en prise sur diverses réalités. Ceci nous conduit à revendiquer la possibilité d'un enseignement interdisciplinaire, nous ne pouvons, en effet, pas faire l'économie de certains enseignements dits "auxiliaires" (les statistiques en histoire par exemple ou l'épistémologie pour ce qui concerne les sciences exactes).

La professionnalisation telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, ne répond qu'à des objectifs de courte vue. Les stages doivent être qualifiants, rémunérés, et garantis par les conventions collectives. Afin de parer à tout type d'abus, l'UNEF se bat pour un droit de regard des organisations syndicales des étudiant(e)s et des salariés sur la nature et le contenu des activités faites ou dispensées.

Exigeons des conditions d'enseignements et d'examens normales : locaux, enseignants ayant une activité de recherche et ATOSS en nombre, matériel pédagogique, mais aussi cours, TP et TD à effectifs restreints afin de permettre aux étudiants de réellement participer.

Obtenir des modalités nationales d'examens (double correction, anonymat des copies, modules en UV compensables et capitalisables) nous permettrait de porter à mal les systèmes sélectifs comme admissibilité = admission, les saccages aux examens et de simplifier les transferts. L'élaboration d'une grille nationale d'équivalence peut nous donner les moyens de nous attaquer aux problèmes d'orientation et d'échec en 1er cycle, chaque cursus étant organisé en matière capitalisable et compensable.

En cette année 1993, 17 universités ont décidé de mettre en oeuvre la rénovation pédagogique instituée par Jack Lang. Dans bien des cas, cela s'est fait sans réelle discussion avec les étudiant(e)s et toujours, sans moyens budgétaires supplémentaires, bien au contraire.

En nous emparant des points positifs de la rénovation, nous pouvons progresser vers des mesures qui nous conviennent. Mais attention, restons vigilants, les autres universités sont en train d'examiner la mise en place des mesures néfastes de la réforme Lang.

En ce qui concerne les 3ème cycles, les écoles doctorales doivent servir aux développements des interactions entre différents sujets de recherche et non à éliminer les sujets par trop originaux. Pour permettre le maintien de la diversité des thèses, leur durée ne peut être limitée à 3 ans.

#### - Solidarité internationale / étudiants étrangers :

Sur les questions internationales comme sur les autres, les positions de l'UNEF sont déterminées par rapport aux intérêts des étudiant(e)s français et étrangers, et non pas d'une analyse politique à priori.

Paix et désarmement, solidarité internationale avec les étudiant(e)s du monde, droits de l'Homme, coopération universitaire et scientifique internationale, politique européenne en matière d'enseignement,

de diplôme, de recherche..., tout ce qui fait la vie des étudiant(e)s en France et dans le monde nous concerne.

Dans le cadre de la coopération internationale il y a bien sûr les échanges, l'aide au développement du système de formation supérieur et de recherche notamment dans les pays du tiers monde ; mais il y a aussi les échanges d'étudiant(e)s, l'accueil des étudiant(e)s étranger(e)s dans les établissements d'enseignement supérieur en France.

De ce point de vue, l'avalanche d'exclusions et d'arbitraires qui frappe les étudiants étrangers, les mesures Pasqua et les accords de Schengen nous révoltent.

Et notamment en ce qui concerne la délivrance des cartes de séjour.

Une fois l'étudiant(e) inscrit(e) à l'université, il(elle) doit se présenter à la préfecture de police et justifier : d'une attestation de couverture sociale (souvent souscrite au prix fort auprès d'assurances privées s'il n'existe pas de convention avec le pays d'origine), d'une justification de domicile ainsi que des ressources suffisantes (2 300 Frs/mois). Etant bien entendu que cette carte de séjour ne permet pas de pouvoir travailler...

Mais les problèmes ne s'arrêtent pas là, et se prolongent dans les conditions d'études de l'étudiant(e) étranger(e) en France. En effet, celui-ci risque en permanence, lors de démarches effectuées pour renouveler sa carte, d'être arrêté dans l'enceinte de la préfecture. La procédure d'obtention et de renouvellement d'une carte de séjour présente une contradiction fondamentale car on la demande pour s'inscrire à l'université mais on ne l'obtient que si l'on est inscrit. Cette situation qui, pourtant, serait facilement améliorable, rend particulièrement difficile l'inscription en fac.

#### - Université, citoyenneté et démocratie :

Quand les étudiant(e)s aspirent à beaucoup de démocratie, de débat, d'esprit critique, on continue à les ignorer, à considérer leur avis comme négligeable. Les gouvernements et les différentes administrations continuent dans leur volonté de réduire le niveau des luttes et l'expression du mécontentement et tentent de bâillonner les étudiant(e)s.

Que l'UNEF intervienne, fasse décider les étudiant(e)s, refuse la remise en cause de la participation étudiante dans les conseils, c'est un point d'appui qu'il nous faut développer parce que c'est la base de la démocratie et de la citoyenneté.

L'UNEF agit pour le respect et le renforcement des droits à l'intervention et à l'expression des étudiant(e)s et de leur organisation. Droits inscrits dans la loi mais quotidiennement bafoués.

En agissant pour la reconnaissance de la citoyenneté en luttant pour le respect de la liberté d'expression à l'université nous agissons contre l'extrême droite.

Tours, Brest, Assas, Lyon, ça suffit des facs où sont banalisées des idées révisionnistes et où des groupuscules d'extrême droite empêchent avec souvent le laxisme de l'administration, les étudiant(e)s, l'UNEF et d'autres organisations de s'exprimer. Ça n'est pas supportable.

**RAPPORT TRESORERIE**  
**13 novembre 93**  
**Présenté par Marc PETIT,**  
**Trésorier Administrateur de l'UNEF**

Les étudiants sont mécontents : mécontents de ne pas pouvoir étudier dans de bonnes conditions, mécontents de ne toujours pas toucher une bourse ou une allocation de recherche, mécontents de galérer pour trouver un logement, mécontents de ne pas disposer d'une réelle aide sociale.

Déjà lors des journées d'action des 2 et 3 novembre, près de 25.000 d'entre eux se sont fait entendre. L'UNEF décide avec ce congrès de se mettre au service des étudiants, de tout mettre en oeuvre pour favoriser le rassemblement de toute la communauté universitaire, de tout mettre en oeuvre pour que ce mouvement se développe et soit victorieux.

Oui, indéniablement depuis le dernier congrès nous avons accompli des progrès. Mais tous ici nous constatons qu'il est nécessaire d'aller encore beaucoup plus loin et beaucoup d'entre nous mesurent qu'un réel espace est ouvert pour que l'UNEF devienne le syndicat de tous les étudiants, devienne leur syndicat utile pour leurs études.

En matière de trésorerie, depuis le congrès de Toulouse, nous avons incontestablement progressé aussi. Mais là aussi peut-on estimer que la situation est satisfaisante ou plutôt qu'il est nécessaire de franchir un tournant dans ce domaine aussi

Ce rapport est articulé autour de 3 idées :

- les ressources de l'UNEF en tant que question importante de démocratie,
- la seconde : la situation financière depuis le 75ème congrès,
- et enfin de quelle trésorerie a-t-on besoin ?

## I - LES RESSOURCES DE L'UNEF : UNE IMPORTANTE QUESTION DE DEMOCRATIE

### 1) Démocratie en terme d'efficacité pour les luttes

En effet c'est bien en terme de démocratie que se pose la question des moyens financiers dont dispose l'UNEF à tous les niveaux. Sans argent on ne peut rien faire ni éditer un tract, ni tirer une affiche, ni envoyer un courrier. C'est d'abord une question d'efficacité dans les luttes.

Ainsi, si au cours d'une bataille, on décide d'initiatives, qu'on ne peut pas finalement mettre en oeuvre car les moyens financiers ne suivent pas, on dépossède dans les faits les étudiants de leurs luttes. L'année dernière l'association de Sciences de St Etienne impulsa une lutte qui permit la création de plusieurs postes d'ATER pour que tous les étudiants aient leur TP. Mais n'ayant pas d'argent en caisse, elle ne put tirer le moindre tract. Cette situation fut très préjudiciable puisqu'elle empêcha les étudiants du campus d'être informés de leur victoire.

Sans trésorerie on ne peut pas informer les étudiants. Sans trésorerie on ne peut pas leur permettre de prendre confiance en leur force en éditant par exemple des tracts ou des affiches. Sans trésorerie on ne peut même pas permettre aux étudiants de leur faire connaître leur victoire et de se l'approprier.

Alors qu'un mouvement est en train de naître sur nos facs, poser la question du financement de nos luttes dès lundi, est une condition indispensable pour que ce mouvement puisse s'élargir, donc être plus efficace, et en définitive, aboutisse.

### 2) Démocratie au sein de l'UNEF

D'autre part, disposer de ressources financières est indispensable à la vie démocratique de l'UNEF, à tous les niveaux.

D'abord au niveau d'une AGE ou d'une association, pour que chaque adhérent soit au courant des actions que l'on entreprend, puisse y participer selon ses disponibilités et puisse faire partager autour de lui les idées et les propositions de l'UNEF, un courrier régulier s'avère nécessaire. C'est fréquent qu'on soit limité ou qu'on ne puisse pas l'envoyer au moment voulu parce que la trésorerie ne suit pas. Pourtant, ce lien permanent entre l'adhérent et son organisation est bien le moins qu'on lui doit.

Quant au paiement de la cotisation, il est source d'intégration à l'UNEF et permet ainsi une participation plus large des adhérents.

Au niveau national le tirage de l'UNEF-*Inform*, bulletin envoyé à tous les adhérents, ne peut être entrepris que si on dispose des moyens financiers. De même pour permettre à nos responsables d'association ou d'AGE d'être informés de la situation nationale, de connaître les décisions de l'UNEF, de les aider sur leurs tâches, il est indispensable de pouvoir éditer des bulletins réguliers et différenciés selon les responsabilités de chacun. C'est là encore une question d'efficacité et de démocratie.

Depuis notre dernier congrès où l'en est-on ? N'a-t-on pas progressé en matière de trésorerie ? Quelle est la situation actuelle ?

## II - LA SITUATION FINANCIERE ACTUELLE DE L'UNEF

Il est indéniable que depuis plusieurs années nous avons fortement progressé et que nous continuons dans ce sens.

Ainsi, alors que durant l'année universitaire 1989-90 nous n'avons pu dépenser que 99 700 francs pour la propagande, nous avons, en 1992-93, multiplié par 3,5 notre budget propa, atteignant ainsi 351 934 francs. Nous avons édité ainsi 3 *Nouveau Campus* à 100 000 exemplaires chacun, le *Guide* à 150 000 exemplaires, l'affiche sur la carte orange, les 3 affiches sur nos droits (le SOS-Inscription, les frais illégaux et l'exonération des droits d'inscription), le bandeau exigeant le retrait du projet Fillon, le badge "Racisme et Extrême droite, Hors la Loi".

Incontestablement ces supports nous ont été très utiles. Comment aurions nous pu informer massivement les étudiants des mesures néfastes du projet Fillon et lancer un mouvement de riposte, si nous n'avions pas sorti le *Nouveau Campus*. Comment aurions nous fait grandir la revendication des 50 % de la carte orange et obliger le gouvernement à céder 100 francs supplémentaire pour chaque étudiant boursier d'Ile de France, si nous n'avions pas réalisé l'affiche sur la carte orange. Comment aurions nous pu informer les étudiants de leurs droits, permettre à des milliers d'entre eux d'arracher leur place en fac, si nous n'avions pas diffusé les spots publicitaires sur SKYROCK, éditer l'affiche SOS-Inscription et le *Guide national*.

De même ces avancées financières nous ont permis de prendre une importante décision lors du CN de septembre 1992. En effet alors que plusieurs dirigeants nationaux de l'UNEF, confrontés à une situation financière difficile, se trouvaient dans l'obligation d'arrêter leur responsabilité ou d'en prendre moins, étant obligés de se salarier, le collectif national a décidé d'indemniser les copains du secrétariat en fonction de leurs problèmes financiers et de leur permettre donc d'assumer pleinement leur tâche. C'est une décision importante permettant ainsi à des dirigeants nationaux d'être encore plus disponible pour notre syndicat. Il me paraît nécessaire de poursuivre cette mesure et pour cela de poursuivre les efforts financiers entrepris.

De plus, grâce à la subvention des élus, nous avons pu embaucher une secrétaire. Auparavant, payer la secrétaire s'avérait très difficile. Or, ce qui est nouveau, grâce aux progrès financiers réalisés, c'est que depuis 1990, non seulement une secrétaire est embauchée par le centre de Formation mais une seconde a pu l'être aussi, par l'UNEF, en octobre 92. Il faut remonter à au moins 8-10 ans pour que l'UNEF réussisse à embaucher légalement une secrétaire.

Or, indéniablement, avec les progrès que nous accomplissons en matière d'activité et d'organisation, deux secrétaires ce n'est vraiment pas de trop.

Enfin, la subvention allouée aux élus, liée aux progrès électoraux de l'UNEF aux CA, CEVU, CS et CROUS, nous a permis dans la dernière période de poursuivre les investissements immobiliers de l'Union Nationale. Nous avons pu ainsi nous équiper en micro informatique, nous doter d'une nouvelle installation téléphonique, acquérir un photocopieur et un duplicateur, disposer enfin d'une chaudière et changer une partie du mobilier obsolète, certains datant des années 70. Ces matériels nous ont permis de gagner une plus grande autonomie, ce qui est un gage d'indépendance pour l'UNEF.

Or, ces avancées financières sont dues pour une bonne part tant aux progrès accomplis au niveau de la bataille publicitaire qu'aux progrès réalisés par les assocs et les AGE en matière de bataille financière que ce soit au niveau des cotisations, des prélèvements individuels ou des collectes.

J'ai d'ailleurs dans ce cadre une importante nouvelle à communiquer à tous les congressistes : l'UNEF a atteint les 150 000 F de la souscription lancée en novembre dernier.

C'est un signe de bonne santé de l'UNEF, c'est un indicateur des progrès accomplis sur beaucoup de questions par notre syndicat

Ces 150 000 francs sont le fruit de la collecte de 37 AGE et des centaines d'adhérents de l'UNEF.

Je voudrais souligner deux choses :

- parvenir en 1991 et aujourd'hui à collecter 150 000 francs. c'est vraiment inédit à l'UNEF.

- Par rapport à la dernière souscription de 1991, nous avons accompli des progrès dans notre pratique financière. En effet, il faut savoir que la moitié de la dernière souscription avait été atteinte grâce au badge "Quelle connerie la guerre" lors de la guerre du Golfe. Or, aujourd'hui la souscription est le résultat d'un travail beaucoup plus en profondeur de notre organisation avec notamment sur plusieurs AGE une bataille par association.

Mais peut-on se contenter de ces résultats ? Je pense que non pour deux raisons :

- la première, que ce soit de l'association à l'Union Nationale, nous sommes toujours confrontés à des recettes financières insuffisantes. C'est normal, car en progressant nous devenons plus exigeants et surtout de nombreux besoins se font jour.

De plus, nous sommes contraints de nous limiter soit dans l'édition de nos supports matériels, soit en diminuant le tirage souhaité, soit en rognant sur la qualité du matériel. Quand les étudiants avec la communauté universitaire réussissent à faire retirer le projet Fillon ou les mesures néfastes de l'ALS, ne serait-il pas nécessaire de sortir une affiche pour populariser cette victoire. Quand une journée comme le 15 novembre est organisée, ne serait-il pas nécessaire d'éditer une affiche ou un bandeau pour faire connaître ce temps fort ?

- Enfin, la situation financière de l'UNEF est trop dépendante des subventions ministérielles. En effet, 68 % de nos ressources proviennent du gouvernement. Il faut être vigilant, cette situation n'est pas saine pour l'UNEF. Si l'UNEF veut devenir le syndicat de tous les étudiants, nous avons alors besoin d'être complètement indépendant du gouvernement et de toute autre organisation. D'un point de vue financier, ce n'est pas le cas. Cette situation exige un effort accru de toutes les associations et de toutes les AGE afin de permettre à l'UNEF de disposer des ressources suffisantes et d'être complètement indépendante d'autant plus que la subvention des élus, pour l'année 93 va être réduite de moitié passant de 1 218 000 francs à 609 000 francs.

Nous avons donc franchi une étape, mais la situation est loin d'être la panacée. De quel tournant avons nous besoin d'accomplir ?

### III - DE QUELLE TRESORERIE AVONS-NOUS BESOIN ?

Vu la discussion depuis le début de ce congrès, vu les ambitions qu'on se donne, il paraît nécessaire de se fixer l'objectif de disposer d'une activité financière régulière et de haut niveau.

Avec la souscription, nous avons démontré que nous sommes capables de collecter des sommes très importantes. Il nous faut maintenant arriver à ce qu'une activité trésorière élevée devienne une préoccupation permanente de toute l'Union Nationale. Nous ne pouvons plus fonctionner au coup par coup. Cette pratique constitue un frein à la pleine mise en oeuvre de notre orientation.

Avec ce congrès, nous pouvons franchir un cap décisif afin d'une part de disposer des ressources financières à la hauteur de nos besoins et afin d'autre part de devenir complètement autonome.

Pour y parvenir, il faut passer par nos associations. La vie de nos assoc., c'est l'une des questions principales sur laquelle nous avons besoin d'avancer. Or pour y arriver, il est nécessaire qu'elles deviennent autonomes financièrement pour développer leur propre activité et permettre à l'AGE de disposer des recettes suffisantes. Ainsi, au lendemain de ce congrès, proposons à chacune de nos associations, en fonction de leur nombre d'adhérents, de leur activité et de leur pratique financière, un objectif de versement mensuel à l'AGE. Pour certaines l'objectif pourrait être de 50 francs par mois, d'autres de 100, voire de 300 ou 500 francs par mois. Une part des versements mensuels de chaque association servirait à l'autofinancement de l'AGE et l'autre part à l'autofinancement de l'Union Nationale.

Tous, nous souhaitons que l'UNEF devienne le syndicat utile à tous les étudiants. Mais pour cela, il est nécessaire que toutes les AGE versent chaque mois de l'argent à l'Union Nationale. Il n'existe pas une seule AGE où ce n'est pas possible. Et puis, c'est normal que chaque AGE contribue sur un pied d'égalité au financement de l'Union Nationale. Il faut donc prendre la question à bras-le-corps et mettre tout en oeuvre pour y arriver.

Si j'insiste autant sur ce sujet, c'est pour une simple raison : il n'est plus possible de ne pas verser son objectif mensuel ou de ne pas participer à une souscription nationale. Ne pas verser, c'est handicaper toute l'Union Nationale, c'est remettre en cause tout ce qu'on est en train de décider.

Pour parvenir à ce niveau de ressources financières, il nous faut aussi poser à chaque initiative la question du financement de notre action. Là où nous ne l'effectuons pas il faut que ça devienne l'exception.

De même, il nous faut aussi décider de prendre un tournant en matière de cotisation. Faire du paiement de la cotisation une des questions centrales de notre activité est indispensable. Payer sa cotisation, c'est donner les moyens à son organisation d'exister et de riposter.

Là où la bataille est menée, nous obtenons des résultats intéressants. Nous pouvons prendre la décision de parvenir à au moins 35 % de cotisants partout. Déjà sur plusieurs AGE et associations, les 50 % sont dépassés.

Oui, des progrès ont été accomplis des dernières années, mais nous avons besoin d'aller beaucoup plus loin. C'est tous ensemble, avec toutes les AGE, toutes nos associations, que nous arriverons à franchir ce cap. C'est donc tous ensemble qu'il nous faut prendre cette décision. C'est donc tous ensemble qu'il nous faut prendre cette décision.

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES MANDATS**  
Présenté par Alain PAGANO

J'ai été chargé de vous présenter le rapport de la commission des mandats. Celui-ci a pour vocation de vous donner quelques indications sur qui sont les syndiqués UNEF, sur leurs rapports avec leur organisation et donc nous donner des éléments sur ce qu'il nous faut accomplir comme progrès nouveaux pour être plus utiles aux étudiants et à nos syndiqués en premier lieu.

333 mandats de 45 AGE ont été enregistrés. Depuis notre dernier congrès, un certain nombre d'AGE se sont créés, comme Mulhouse, Cachan, Saint Brieux... reflétant un besoin certain de s'organiser pour se défendre.

Tous les questionnaires n'ont pas été rendus. Cependant, les 297 questionnaires rendus, nous donnent une image des délégués de ce congrès.

La moyenne d'âge est inférieure à 22 ans et la proportion des moins de 20 ans est de 28 %. Cela est en relation avec le nombre de nouveaux adhérents présents au congrès (17 %), à qui vous me permettez d'ailleurs de souhaiter la bienvenue. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que 64 % des délégués assistaient à leur premier congrès. Cette jeunesse est le témoignage que notre organisation continue à se renforcer. D'ailleurs, 69 % des délégués ont déjà fait des adhésions.

Le pourcentage de femmes est de 40 %. On peut encore progresser sur cette question même si cette proportion est en progrès sur les congrès précédents.

La diversité des délégués se retrouve aussi dans le fait que :

- 43 % sont en 1er cycle
- 46 % sont en 2ème cycle
- 9 % en 3ème cycle.

Ces 9 % en 3ème cycle sont aussi à contrario de la jeunesse observée précédemment un signe de maturité de notre organisation? De nombreux copains arrivent en 3ème cycle après des années de militantisme. C'est une bonne chose pour le développement d'associations de 3ème cycle (pour lesquelles ce congrès montre de sérieuses avancées). C'est une bonne chose aussi pour transmettre une certaine expérience.

On observe aussi que 8 % des délégués assistent à leur 4ème congrès aujourd'hui et que 19 % des délégués présents ont adhéré entre 87 et 89. Tout cela reflète la diversité d'âge, d'expérience, de responsabilités dans l'UNEF. Il est à noter d'ailleurs que 45 % des délégués n'ont pas de responsabilités dans l'UNEF.

25 % des délégués sont insatisfaits de leur vie d'association. Il y a donc encore un travail d'aide important à fournir. Cela doit nous inciter à confier plus largement encore des responsabilités et à structurer mieux encore nos associations. C'est un enjeu pour continuer à progresser et à mener des batailles concrètes, utiles comme nous commençons à savoir le faire. C'est un enjeu pour faire respecter nos droits.

Sur la question de notre activité interne, les circonstances d'adhésions sont liées pour 54 % à des discussions avec un militant. Comment ne pas y voir l'intérêt d'une relation de proximité avec nos copains d'amphi et de continuer à développer nos associations pour renforcer l'UNEF.

Il est à noter que plus de 5 % des congressistes sont étudiants (et syndiqués) grâce à notre dispositif SOS-Inscription. autant dire que ce dispositif est utile et qu'il contribue également à renforcer notre syndicat.

Concernant le tableau social des délégués il faut noter que 30 % sont salariés (partiellement pour la plupart) et que un délégué sur deux ne prend pas régulièrement de vacances. Il faut certainement y voir les ravages des petits boulots qui nous empêchent de partir en vacances. Le niveau social se juge aussi sur le fait que 40 % de ceux qui sont en appartement touchent l'ALS et certainement d'autres l'APL.

Autant dire que la lutte pour le maintien de l'ALS est justifiée. D'autant plus que seuls 5 % des copains délégués sont en cité-U. C'est d'ailleurs certainement aussi le reflet de nos insuffisances d'implantations en cité-U. C'est quelque chose auquel il nous faut être attentif dans l'optique des élections au CROUS.

Seuls 11 % sont boursiers et beaucoup reste à faire quand on voit que 55 % de ceux qui avaient une bourse l'an dernier n'en n'auraient pas cette année.

Cela nous engage à être vigilant pour que notre droit à une hausse de 25 % du nombre des boursiers soit tenu. 10 % ont un prêt et 5 % seulement ont fait appel au FSU ce qui doit nous inciter à faire plus sur l'aide sociale. Et notamment sur des batailles concrètes (exonération, remboursement, droits illicites, appel au FSU, carte orange...).

Dans ces conditions 76 % jugent leurs moyens insuffisants. Pas étonnant alors que 20 % ne soit pas mutualisé et que 45 % soit insatisfait de leur mutuelle (du coût).

Pour ce qui concerne la composition sociologique de la famille des délégués, beaucoup ont des parents enseignants et 33 % ont des frères et sœurs à l'université.

### 1 - AGE

<u>Moyenne d'âge :</u>		
18-20 ans : 74	soit	28 %
21-25 ans : 169	soit	63,6 %
26 ans et plus : 21	soit	8 %
Ne se sont pas prononcés		0,4 %

<u>Pourcentage :</u>	
Hommes : 60 %	
Femmes : 40 %	

### 2 - NIVEAU D'ETUDES

1er cycle :	114	soit	43,01 %
2ème cycle :	123	soit	46,41 %
3ème cycle :	23	soit	8,68 %
NSPP :	5	soit	1,89 %

### 3 - ADHESION

<u>Année d'adhésion :</u>		
avant 86 : 9	soit	3,39 %
entre 87-89 : 51	soit	19,24 %
entre 90-92 : 160	soit	60,39 %
en 93 : 45	soit	16,98 %

<u>Circonstances de l'adhésion :</u>		
discussion avec un militant :	143	soit 53,9 %
sur un tract :	5	soit 1,88 %
SOS-Inscription :	14	soit 5,28 %
Autre :	99	soit 37,35 %

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES CANDIDATURES**  
Présenté par François TOULAT

4 - Ton association a-t-elle une vie régulière ?  
Oui : 178 soit 67,16 %  
Non : 64 soit 24,15 %  
NSPP : 23 soit 8,67 %

5 - As-tu déjà réalisé des adhésions ?  
Oui : 184 soit 69,43 %  
Non : 61 soit 23,01 %  
NSPP : 10 soit 3,77 %

6 - As-tu déjà participé à un Congrès ?  
Oui : 95 soit 35,84 %  
Non : 170 soit 64,15 %

7 - As-tu des responsabilités à l'UNEF ?  
Oui : 145 soit 54,71 %  
Non : 120 soit 45,28 %

8 - Mandat d' élu  
Oui : 103 soit 38,86 %  
Non : 162 soit 61,13 %

9 - Logement  
Cité-U : 13 soit 4,9 %  
Parents : 93 soit 35,09 %  
Autres : 109 soit 41,13 %

Ton logement te permet-il d'étudier dans de bonnes conditions ?  
Oui : 141 soit 79 %  
Non : 29  
NSPP : 7

10 - Perçois-tu l'ALS ?  
Oui : 40 soit 22,6 %  
Non : 137

11 - Es-tu boursiers ?  
Oui : 19  
Non : 158

En avais-tu une par le passé ?  
Oui : 42  
Non : 135

12 - As-tu contracté un prêt ?  
Oui : 17  
Non : 160

As-tu fait appel au FSU ?  
Oui : 7 soit 6 %  
Non : 170

Es-tu salarié ?  
Oui : 53  
Non : 124

Plein temps : 6  
Mi-temps : 15  
Moins : 31

Tes moyens te suffisent-ils pour vivre et étudier dans de bonnes conditions ?  
Oui : 42  
Non : 135 soit 76 %

As-tu une mutuelle ?  
Oui : 143  
Non : 34 soit 20 %

MNEF : 78  
Parents : 53  
Mutuelle Familiale : 21  
SMER : 8  
MGEN : 6  
Autres : 8

En es-tu satisfait ?  
Oui : 28  
Non : 79

J'ai l'honneur de vous rendre compte des travaux de la commission des candidatures concernant les membres du prochain Bureau National de l'UNEF.

Cette présentation s'articulera sur 3 points :

- 1- Quelle est la situation du BN sortant ?
- 2- Quels critères pour l'élection des membres du BN ?
- 3- Quelles propositions ?

**1) Situation du BN sortant :**

Sur les 31 membres sortants, il a été enregistré une démission, celle d'Isabelle Bucher, et 16 camarades qui souhaitent quitter le BN pour raisons diverses (fin d'études, changement de situation, disponibilités plus réduites..., etc.). Les 16 camarades qui quittent le Bureau National sont les suivants :

**DEPARTS :**

- Isabelle BUCHER (Nanterre)
- Nicolas BERTRAND (P.1 - effectue son service national)
- Marc PETIT (P.8 - Thèse)
- Frédérique BASSINO (Jussieu - Thèse)
- Christophe MECRIN (Nancy - moins de disponibilités)
- Christelle DANGLEAU (Lille - moins de disponibilités)
- Hélène VALADEAU (Aix - quitte la fac)
- Babeth NICOT (Aix - quitte la fac)
- Fathi TIMOUMI (P.8 - chargé de cours à Prague)
- Lubin CHANTRELLE (P.11 - salarié)
- Nadège BEAUVAIS (P.13 - salariée)
- Claudie CAMUZAT (Orléans - salariée)
- Nadia POVIC (Nice - disponibilités plus réduites)
- Marc ROUSSEAU (P.11 - plus étudiant)
- Delphine PETIT (P.1 - Capes)
- Emmanuelle MILLON (Toulouse - Capes)

Je voudrais ici, et en votre nom, saluer les camarades qui quittent le Bureau National.

Tous ont contribué à développer l'UNEF et le mouvement étudiant, tout au long de leur mandat. Ceux d'entre eux qui restent étudiants continueront à le faire dans leurs formations respectives. Je crois que nous pouvons les en remercier et leur souhaiter à tous pleine réussite dans ce qu'ils entreprendront.

**2) J'en viens maintenant à la question des critères qui ont motivé les propositions au Bureau National.**

En commençant par rappeler rapidement le rôle du Bureau National, qui est de faire vivre une orientation décidée en congrès de l'UNEF, de mettre en application les décisions du Collectif National, d'aider les AGE, les associations, nos adhérents, dans leur activité quotidienne pour faire respecter nos droits et à en gagner de nouveaux.



Le 1er critère pour être un dirigeant national de l'UNEF, c'est justement la capacité à aider les adhérents de l'UNEF, tous les adhérents de l'UNEF, à déployer leur activité, à discuter, décider et agir. Ensuite, l'expérience syndicale et les qualités humaines comme l'écoute et le respect de chacun. Dans ses travaux, la commission des candidatures a recherché un équilibre entre d'une part Province/Paris, et d'autre part des camarades d'expérience et des camarades qui en ont moins. A ce titre je noterais comme un aspect positif le renouvellement important (+ de 50 %) du Bureau National.

Un tel équilibre est un facteur de renouvellement encourageant tout autant qu'un facteur de stabilité de la direction nationale de notre syndicat. Enfin, la volonté de faire participer au BN des dirigeants d'AGE mais aussi, et cela traduit les progrès que nous voulons accomplir, des dirigeants d'associations.

Je crois le moment venu d'apporter une précision : dans toute la préparation du congrès, et même pendant le congrès national, il y a débat entre nous sur la question du respect des sensibilités. Certains expliquant que l'expression de sensibilités différentes devait être un critère pour la composition de la direction de l'UNEF. Le respect des sensibilités de chacun est la qualité première d'un dirigeant. Mais si d'aucuns, derrière le mot "sensibilité" mettent "tendance", ce serait vraiment figer les divergences, constituer des camps et se priver justement de la richesse de la diversité des sensibilités. D'autant - entre parenthèses - que ce mode de fonctionnement a fait la preuve de son inefficacité.

Par contre, ce qui est sûr, c'est que le fait d'être d'une sensibilité différente, par exemple, de l'opinion majoritaire, ne peut en aucun cas être une raison de mise à l'écart des responsabilités, et ce à tous les niveaux, de l'association au Bureau National en passant par les bureaux d'AGE.

Soyons clairs, l'expression d'une sensibilité différente ne doit constituer en aucun cas un critère exclusif pour être membre dirigeant de l'Union Nationale des Etudiants de France. Ce qui doit nous déterminer, c'est d'élire les dirigeants les mieux à même d'aider chaque adhérents et par là même l'Union Nationale, à progresser.

C'est sur cet ensemble de critères que la Commission des candidatures, vous proposera d'élire le futur Bureau National.

### 3) Sur cette base je vous soumet la liste des propositions.

En premier lieu, les 15 camarades du Bureau National sortant que nous vous proposons de réélire, qui sont :

- |                             |                                   |
|-----------------------------|-----------------------------------|
| - Alain Pagano (Lyon)       | - Loïc Pen (Jussieu)              |
| - Frédéric Hardy (Amiens)   | - Delphine Pucel (Paris 8)        |
| - Eric Josien (Cachan)      | - Laurent Frajerman (Paris 1)     |
| - François Toulat (Paris 8) | - Marie-Noëlle Bertrand (Paris 8) |
| - François Ferrette (Caen)  | - Dominique Toulat (Paris 3)      |
| - Katel Corduant (Paris 8)  | - Stéphane Dupraz (Toulouse)      |
| - Bob Inje (Paris 8)        | - Vincent Bony (Saint Etienne)    |
|                             | - Marie-Pierre Vieu (Nanterre)    |

Deuxièmement, les 16 camarades qui entreraient au Bureau National qui sont :

- |                                  |                                       |
|----------------------------------|---------------------------------------|
| - Manuela Martin (Paris 1)       | - Tania Brun (Paris 1)                |
| - Géraldine Souloumiac (Paris 8) | - Gwénaëlle Stéphan (Paris 4)         |
| - Vincent Mauger (Jussieu)       | - Sébastien Dibos (Bordeaux)          |
| - Emmanuelle Marguinaud (Lyon)   | - Stéphane Poulet (Nice)              |
| - Philippe Ethuin (Amiens)       | - Christophe Faverjon (Saint Etienne) |
| - Damien Pla (Montpellier)       | - Isabelle Fondeville (Toulouse)      |
| - Karine Sarrazin (Poitiers)     | - Jérôme Bellettre (Lyon)             |
| - Fabrice Chaillou (Paris 11)    | - Christine Maistre (Limoges)         |

En outre, la commission des candidatures propose d'élire aux postes statutaires (président, secrétaire général, trésorier) les camarades suivants :

- Bob Inje (Paris 8) : Président
- Marie-Pierre Vieu (Nanterre) : Secrétaire générale
- Vincet Bony (Saint Etienne) : Trésorier-Administrateur

Voilà pour ce qui concerne les propositions retenues par la commission des candidatures,

Je vous donne, pour finir, la liste des propositions non retenues par la commission des candidatures :

- Patrick Auzende (Strasbourg)
- Johnnatan Higgins (Strasbourg)
- Stéphane Valogne (Caen)
- Mickaël Laclau (Toulouse)
- Stéphane Portet (Toulouse)
- Olivier Madaule (Toulouse)
- Bernard Mathieu (Bordeaux)
- Patrick Drouot (Amiens)
- Sophie Camard (IEP Paris)
- Eric Schultz (Paris 1)
- Eric Ruiz (Jussieu)
- André Dechaux (Jussieu)
- Ricardo Palomino (Paris 13)
- Sammy Melliti (Paris 13)
- Rachid Amar (Nanterre)
- David Allavena (Nanterre)
- Jean Philippe Thomry (Nancy)
- Saaveda Celso (Nantes)

Je vous invite maintenant à donner votre avis.

(Remarque : Au cours de la discussion Christine Maistre a annoncé qu'elle ne souhaitait pas être candidate.)

## Résultats de l'Election du Bureau National de l'UNEF

Inscrits : 333      Nuls : 34      Président : Bob INJEY : 191 (73,7 %) élu  
Votants : 293      Exprimés : 259      Secrétaire Général : Marie-Pierre VIEU : 178 (68,7 %) élue  
Trésorier Administrateur : Vincent BONY : 194 (74,9 %) élu

BELLETTRE Jérôme (Lyon) : 185 (71,42%) élu	MARGINAUD Manu (Lyon) : 186 (71,81%) élue
BERTRAND Marie-Noëlle (P. 8) : 181 (69,88%) élue	MARTIN Manuella (Paris 1) : 132 (50,95 %) élue
BRUN Tania (P.1) : 185 (71,42 %) élue	MAUGER Vincent (P. 6/7) : 177 (68,33 %) élu
CHAILLOUX Fabrice (P.11) : 180 (69,49 %) élu	PAGANO Alain (Lyon) : 175 (67,56 %) élu
CORDUANT Katel (P. 8) : 181 (69,88 %) élue	PLA Damien (Montpellier) : 180 (69,49 %) élu
DUPRAZ Stéphane (Toulouse) : 179 (69,11 %) élu	POULET Stéphane (Nice) : 173 (66,79 %) élu
DIBOS Sébastien (Bordeaux) : 180 (69,49 %) élu	PEN Loic (P. 6/7) : 191 (73,7 %) élu
ETHUIN Philippe (Amiens) : 179 (69,11 %) élu	PUCEL Delphine (P. 8) : 177 (68,33 %) élue
FAVERJON Christophe (St Etienne) : 177 (68,33%) élu	SARRAZIN Karine (Poitiers) : 177 (68,33 %) élue
FERRETTE François (Caen) : 177 (68,33 %) élu	SOULOUMIAC Géraldine (P. 8) : 176 (67,95 %) élu
FONDEVILLE Isabelle (Toulouse) : 175 (65,56%) élue	STEPHAN Gwénaelle (P. 4) : 187 (72,20 %) élue
FRAJERMAN Laurent (P. 1) : 175 (67,56 %) élu	TOULAT Dominique (P. 3) : 177 (68,33 %) élu
HARDY Frédéric (Amiens) : 181 (69,88 %) élu	TOULAT François (P. 8) : 180 (69,49 %) élu
JOSIEN Eric (Cachan) : 182 (70,27 %) élu	

AMMAR Rachid (P.10) : 47 (18,14%) Non élu	CELLSO S. (Nantes) : 57 (22 %) Non élu
CAMARD Sophie (Sc. Po) : 65 (25 %) Non élue	AUZENDE Patrick (Strasbourg) : 49 (18,91%) Non élu
SCHULTZ Eric (P.1) : 63 (24,32 %) Non élu	HIGGINS Jonathan (Strasbourg) : 50 (19,3 %) Non élu
RUIZ Eric (P. 6/7) : 62 (23,93 %) Non élu	VALOGNE Stéphane (Caen) : 39 (15,05 %) Non élu
DECHOT André (P. 6/7) : 56 (21,62 %) Non élu	LACLAU Michaël (Toulouse) : 50 (19,3 %) Non élu
PALOMINO Ricardo (P. 13) : 58 (22,39 %) Non élu	PORTET Stéphane (Toulouse) : 63 (24,32 %) Non élu
MELLITI Sami (P. 13) : 53 (20,46 %) Non élu	MADAULÉ Olivier (Toulouse) : 57 (22 %) Non élu
ALAVENA David (P. 10) : 32 (12,35 %) Non élu	BERNARD Mathieu (Bordeaux) : 37 (14,28 %) Non élu
THANRY J.P (Nancy) : 43 (16,60 %) Non élu	DROUOT Patrice (Amiens) : 43 (16,6 %) Non élu

Christine Maitre qui n'était pas candidate à obtenu 120 voix.

Commission de contrôle : 173 voix élu(e)s  
 Président : Olivier MEIER  
 Delphine PETIT  
 Claudie CAMUZAT  
 Emmanuelle MILLON

Commission de contrôle financière : 170 voix élu(e)s  
 Président : Nicolas BERTRAND  
 Lubin CHANTERELLE  
 Nadia POVIC  
 Marc PETIT

## RESULTAT DES VOTES

Inscrits : 333, votants : 293, nuls : 2,

### RAPPORT INTRODUCTIF

Pour : 186 = 69,2 %  
 Contre : 83 = 30,8 %  
 Abst : 3  
 NPPV : 19

### RAPPORT FINANCIER

Pour : 190 = 72,8 %  
 Contre : 71 = 27,2 %  
 Abst : 5  
 NPPV : 25

### QUITUS MORAL

Pour : 197 = 71,9 %  
 Contre : 77 = 28,1 %  
 Abst : 4  
 NPPV : 13

### QUITUS FINANCIER

Pour : 208 = 79,7 %  
 Contre : 53 = 20,3 %  
 Abst : 9  
 NPPV : 21



**Union Nationale des Etudiants de France**  
**52, rue Edouard Pailleron 75019 PARIS**  
**Tél : (1) 42 45 84 84**  
**Prix : 5 F**

**- RECTIFICATIF -**

---

*Page 50 :*

**Marc PETIT est élu à la Commission de Contrôle et non pas à la "Commission de Contrôle Financier" comme il est indiqué par erreur.**